

HUGUES ESQUERRE



**DANS LA TÊTE
DES INSURGÉS**

éditions du
ROCHER

LIGNES DE FEU

DANS LA TÊTE
DES INSURGÉS

HUGUES ESQUERRE

DANS LA TÊTE
DES INSURGÉS

 éditions du
ROCHER

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

LA STRATÉGIE

Pour abattre un ennemi, il faut rompre son équilibre en introduisant dans le domaine des opérations un facteur psychologique ou économique, qui le place en position d'infériorité, avant qu'une attaque puisse être lancée contre lui, avec des chances de succès définitif.

Sir Basil Liddle Hart

Parce que facteur politique et facteur militaire sont bien plus étroitement liés dans une insurrection qu'ils ne le sont dans un conflit conventionnel, c'est une victoire politique plus qu'une victoire militaire que recherche la guerre insurrectionnelle. La seconde ne peut être que le fruit de la première : sans victoire politique, l'action militaire n'est que du banditisme ou du terrorisme. De fait, elles sont inséparables. En termes d'objectif à atteindre, une insurrection ne peut être victorieuse que lorsqu'elle parvient à abattre en même temps la structure militaire et l'organisation politique de l'État auquel elle s'attaque. De plus, compte-tenu de son fondement idéologique plus qu'affirmé, une insurrection ne recherchera pas à établir de rapports diplomatiques avec son ennemi. Aucune conciliation n'est possible ni admise : l'insurrection victorieuse détruit le pouvoir politique en place et s'y substitue. Dès lors, toute autre issue signifierait pour les insurgés la mort, l'exil ou l'emprisonnement.

Or, partant du principe qu'aucun plan de bataille ne résiste au premier coup de canon, prévoir dès le temps de paix comment se déroulera une insurrection est parfaitement impossible.

Quelle sera la réaction de la population urbaine ? Sera-t-elle différente de celle des populations rurales ? Les ouvriers réagiront-ils comme les étudiants ? Il est difficile de le savoir. Ce qui ne veut pas dire que l'on ne doit pas chercher à l'anticiper. L'élaboration d'une stratégie prend tout son sens dans ce contexte hautement contingent où se mêlent incertitude et brouillard de la guerre, infériorité numérique et technologique, absence initiale de soutien populaire actif et moyens limités.

Parvenir à la définition des caractéristiques invariantes d'une stratégie insurrectionnelle par l'étude historique est possible. Une telle étude empirique s'avèrerait toutefois être un travail énorme, fastidieux et fort long, méritant un ouvrage dédié. L'ampleur de cette tâche dépasse le simple cadre de notre ouvrage dont l'ambition est de traiter des insurrections en général et non pas de la seule stratégie. Fort heureusement, d'autres, pour y avoir directement et très concrètement été confrontés aux XIX^e et XX^e siècles, se sont déjà emparés de ce sujet et ont réalisé une analyse historique leur permettant d'élaborer un corpus stratégique qui demeure encore aujourd'hui une référence indiscutable : ce sont les marxistes, au sens large incluant les bolcheviques, les maoïstes, les castristes, etc. Nous allons donc nous appuyer sur leur apport capital dans ce domaine.

Avant que Karl Marx et Friedrich Engels n'inaugurent l'élan de réflexion qui aboutira quelques décennies plus tard à des théories stratégiques sophistiquées et amplement éprouvées par la pratique, les démarches dans ce domaine restent largement isolées, empiriques et contingentes. Les bagaudes de l'Antiquité et les jacqueries du Moyen-Âge ne font ainsi que traduire une colère populaire ponctuelle sans objectif défini et ne disposent

qu'exceptionnellement d'une organisation s'apparentant à une structure politico-militaire. Elles ne sont que pillages, mises à sac, incendies et assassinats. Il n'y a là aucune stratégie et encore moins d'inspiration des expériences antérieures. Elles sont invariablement écrasées de façon féroce : « les cruautés, dit Machiavel dans *Le Prince*, sont bien employées, si toutefois le mot bien peut être jamais appliqué à ce qui est mal, quand on les commet d'un seul coup et en masse ». Le Sénat romain comme la noblesse européenne appliquèrent systématiquement cette préconisation pour rétablir l'ordre. En 1866, Auguste Blanqui est le premier à diffuser par écrit ses théories insurrectionnelles dans ses *Instructions pour une prise d'arme*. Bertrand Sassoie, activiste des cellules communistes combattantes belges qui menèrent une campagne d'attentat dans les années quatre-vingts, et théoricien du combat révolutionnaire (sous le pseudonyme de T. Derbent) a décrit comment, cherchant volontairement à sortir des complots permanents sans effet réel des babouvistes, Blanqui prône l'action d'un petit groupe de conspirateurs armés agissant au nom (et à la place) du prolétariat désorganisé lorsqu'ils l'estiment mûr. Leur objectif est d'abord de saisir des armes là où elles se trouvent, dans les casernes et les armureries, afin d'attaquer ensuite le pouvoir et ses forces de sécurité tout en construisant un réseau de barricades urbaines. Selon Blanqui, cette situation chaotique doit ainsi favoriser le ralliement du peuple et donc la chute du pouvoir. Blanqui confère aux barricades une importance majeure malgré l'expérience des différentes insurrections européennes des années 1830 et 1840 qui avaient totalement décrédibilisé leur usage : face à la moindre réaction de l'armée et de la police, ces barricades sont vouées à l'échec. Un temps accusé de préférer les complots stériles à l'action de masse en raison de ses positions relatives à la préparation et l'organisation d'une insurrection, Lénine fut

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Toute idée d'aventure à la fois romanesque et improvisée est opposée à la réalité insurrectionnelle. Il n'est pas question de compter sur le hasard et sur la chance. Si une insurrection porte naturellement comme toutes les guerres sa part d'incertitudes, une grande part de l'action de ses organisateurs consiste à tenter d'en limiter au maximum les effets. En cela les précédents historiques sont riches d'enseignements et permettent d'assimiler quelques généralités stratégiques et de cerner certains principes qui vont influencer sur la réussite d'une insurrection en amont de son déclenchement.

La constante primordiale est la préparation qui doit être minutieuse, ordonnée et réfléchie. L'écueil principal à éviter en matière d'insurrection est de se lancer aveuglément dans l'entreprise. La victoire est généralement le résultat de l'unité dans la discipline et l'autorité ; elle ne provient jamais de la division, de l'amateurisme et de l'anarchie. La défaite des Républicains espagnols lors de la guerre civile qui les opposa aux troupes franquistes (1936-1939) est l'illustration la plus complète des effets désastreux de l'impréparation et de l'inorganisation. Largo Caballero, chef du Gouvernement et ministre de la Guerre, n'a aucun plan stratégique et peu de chefs capables de mener les troupes. Qui plus est, son autorité centrale est bafouée et finalement peu respectée. Le désordre est partout dans son camp. Les anarchistes et les syndicalistes se montrent incontrôlables, discutent sans cesse les ordres et multiplient les grèves. Ils conduisent ainsi l'industrie à des taux de production extrêmement bas à un moment où les besoins sont énormes. Chaque groupuscule accumule pour son propre compte des armes, des munitions, des stocks de vivres et du matériel en tout genre, s'attaquant parfois les uns les autres dans un but de pillage. Les milices refusent leur incorporation dans une armée républicaine unifiée et chacune combat pour ses intérêts

spécifiques. Enfin, le gaspillage atteint des sommets : l'intendance militaire distribue chaque jour à Madrid 250 000 rations alors que les effectifs combattants ne dépassent pas les 30 000 hommes. Dans de telles conditions, la victoire ne pouvait pas être envisagée. C'est pourquoi des insurgés désireux de l'emporter ne déclencheront jamais les hostilités sans avoir achevé la structuration clandestine de leur mouvement, sans avoir étudié avec minutie l'ennemi et le terrain et sans avoir défini un plan d'opération. Tous ces points seront développés plus tard.

Si l'organisation doit être stricte, voire militaire, elle ne doit cependant pas pénaliser l'autonomie et l'initiative de la base, qui demeurent fondamentales. La préservation de l'autonomie pour les unités et les insurgés engagés sur le terrain est une obligation absolue pour une insurrection. Les liens hiérarchiques établis doivent être relativement lâches pour maintenir une forte capacité d'initiative de la base dans une forme de combat extrêmement déconcentrée. Il apparaît alors clairement qu'organisation et autonomie sont deux notions étroitement liées et interdépendantes. La base du mouvement trouve en effet dans l'organisation le cadre (objectifs, moyens, limites, etc.) au sein duquel elle pourra faire jouer son inventivité, saisir des opportunités et accomplir tout acte lui semblant concourir à la réussite globale de l'entreprise collective. La direction de l'insurrection trouvera pour sa part dans l'autonomie habilement utilisée une source de confiance lui permettant d'accroître le degré de déconcentration de la lutte et ainsi de multiplier les foyers insurrectionnels pour couvrir une zone géographique toujours plus étendue. Organisés en bande au niveau d'un village ou d'un groupe de village, les partisans soviétiques opéraient pendant la seconde guerre mondiale sur ce modèle. Rattachés à des états-majors régionaux

eux-mêmes subordonnés au quartier général des partisans du général Ponomarenko à Moscou, ils ne recevaient que des directives très générales du haut-commandement : « détruisez ses magasins, harcelez ses garnisons, vengez-vous sans merci sur les envahisseurs du sang répandu par eux », écrivit Staline lui-même à leur destination. Toute action était ensuite laissée à leur initiative. En retour, le haut-commandement apportait son aide en matière d'instruction des partisans, soit en formant des spécialistes dans les zones non occupées puis en les envoyant sur les arrières des troupes de l'Axe, soit en diffusant à la radio des « cours de partisans ». Ils tuèrent ainsi plus de 500 000 Allemands, allégeant d'autant la tâche de l'Armée rouge.

Afin de compléter l'organisation et de permettre de développer un degré d'autonomie avancé, les chefs d'une insurrection devront conserver à l'esprit les principes militaires de base immuables qui structureront toute leur action. Hors de toute clandestinité, sans pression et sans danger, un tel rappel peut passer pour une évidence. Mais une fois l'action engagée, il est trop tard pour le faire. En premier lieu, l'action militaire doit être agressive et offensive. Pour un insurgé dont la puissance de feu est inférieure à celle de ses ennemis, dont les soutiens sont limités et dont les capacités empêchent de tenir face à une attaque massive, une posture défensive ne peut être que mortifère. Les insurgés ne doivent donc livrer que les combats qu'ils choisissent et refuser tous les autres. Le caractère offensif de l'action est lui aussi étroitement lié à l'initiative de chacun, l'attentisme et l'indécision étant bien souvent les ingrédients de la défaite. De plus, une image offensive confèrera à l'insurrection une bien meilleure réputation auprès des populations. Il vaut mieux faire envie que pitié : les ralliements seront plus nombreux et les opposants plus enclins à la passivité qu'à l'activisme. En second lieu, il faut rappeler que l'objectif le

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

le roi. En 750, Pépin dépose Childéric III, le dernier roi mérovingien, en se faisant reconnaître par le pape Zacharie qui déclare que « celui qui exerce véritablement le pouvoir porte le titre de roi ». L'anarchie consacre souvent le plus fort. Même si un régime équilibre harmonieusement autorité (ordre public, respect de la loi, impôt...) et liberté (expression, mouvement, association...), il n'est pas pour autant à l'abri des troubles qui viennent d'être décrits. Ceux-ci trouvent simplement leur source ailleurs, tout en profitant des latitudes offertes par la liberté et en amplifiant les contraintes imposées par l'autorité.

La religion est la deuxième des trois causes évoquées. Le fanatisme est porteur de désordres et de crimes presque sans limites. Combiné à l'ignorance, il engendre la haine. Chacun se croit porteur d'une vérité absolue et perçoit l'autre tel un ennemi de dieu et de la vertu. La diffusion de sa vision devient alors un absolu qui est vu comme un bienfait à imposer à ceux qui le refusent. Inversement, tout acte contraire à la foi est vécu comme une attaque. Si c'est une loi, elle devient brimade. Si c'est une déclaration, elle devient insulte. Si c'est une politique, elle devient discriminatoire. La religion est certainement le facteur d'insurrection le plus simple et le plus facile à manier et le plus difficile à combattre. Les exemples d'insurrections religieuses ne manquent pas et rares sont les religions qui n'ont pas été concernées. L'histoire de l'Europe est jalonnée par ces poussées de violence : croisade contre les Albigeois au XIII^e siècle, révolte des Rustauds et révolte iconoclaste au XVI^e, Camisards au XVIII^e, etc. Au XX^e siècle ce sont les Cristeros mexicains qui se sont battus au nom de la chrétienté, tandis que l'insurrection sikh a été vaincue en Inde dans le courant des années quatre-vingtdix. Aujourd'hui, les insurrections contemporaines touchent essentiellement l'islam : Boko Haram

au Nigéria, Abu Sayyaf aux Philippines, Al-Shabbaab en Somalie, Jemaah Islamiyah en Indonésie, talibans en Afghanistan et bien d'autres. Dans tous ces exemples historiques, la religion ne joue bien entendu pas le même rôle : des fidèles s'insurgent pour défendre leur liberté de culte quand celle-ci est attaquée, d'autres veulent imposer à tous leur seule pratique religieuse, d'autres encore veulent abolir les lois civiles et les remplacer par une loi religieuse. Pour certains enfin, elle n'est qu'un facteur de solidarité parmi d'autres au sein d'un groupe combattant pour d'autres motifs. Ainsi en est-il des Karens de Birmanie qui, majoritairement chrétiens, luttent depuis plus de soixante ans contre le pouvoir central essentiellement pour leur reconnaissance et leur survie. Quelle que soit sa position et son influence dans l'idéologie d'une insurrection, la religion n'en demeure pas moins un facteur extrêmement utile de cohésion et d'identification. Pour cette raison, savoir l'utiliser à son profit lorsqu'elle est compatible avec ses positions philosophiques est essentiel. Elle permettra de fédérer ses alliés et surtout de désigner ses ennemis en ajoutant une condamnation spirituelle à un désaccord politique.

La dernière cause de trouble est économique. Les crises économiques, la spéculation, l'inflation et les hausses de prix, le chômage et les taxes constituent un danger social important. La cohésion de la société peut facilement être détruite, notamment lorsqu'une minorité étale ouvertement une richesse excessive face à une masse économiquement en difficulté. Ceci est encore accru en période de crise lorsque les perspectives se détériorent, que le pouvoir d'achat baisse et que le chômage bondit. Si le contraste devient indécent, il porte les germes de l'explosion sociale. Naturellement exaspérant, ce mécanisme peut devenir profondément déstabilisant s'il est correctement instrumentalisé. Souvent, même si une insurrection a une cause politique ou

religieuse, son ampleur sera démultipliée si elle se conjugue à une situation économique qui lui offre le soutien des classes populaires les plus pauvres. Un insurgé cherchera à tirer profit d'une situation économique dégradée. Il lui faudra attiser la haine des « riches » en dénonçant leur mépris des classes populaires et leur mode de vie corrompu. Il poursuivra en dénonçant la collusion du pouvoir et de l'argent : les politiques ne cherchent qu'à s'enrichir et légifèrent au profit des puissances de l'argent qui constituent une caste protégée ne prenant aucune part à la solidarité nationale. La déclinaison de cet argument est sans fin, des impôts inégaux pénalisant les plus modestes aux mécanismes complexes permettant l'évasion fiscale des plus gros revenus. « La domination sans partage du capital financier sur le monde » pour reprendre les termes employés par le Front de gauche² aux élections présidentielles françaises de 2012 peut alors être accusée de tout, et surtout d'aliéner les citoyens. Parallèlement, comme le fit Mao pour la redistribution des terres, le mouvement insurgé veillera à intégrer dans son manifeste des propositions pour rétablir une situation jugée économiquement équitable : confiscations, redistributions, nationalisations, etc. Maurice Duverger, éditorialiste au journal *Le Monde*, écrivait dans ce journal le 12 juillet 1968 que

avant mai 1968, on jugeait une révolution impossible dans les pays industrialisés. On disait que l'élévation générale du niveau de vie y avait embourgeoisé les travailleurs et atténué la violence de la lutte des classes. On estimait que les masses populaires refuseraient de sacrifier leur bien-être présent, même médiocre, à la perspective aléatoire d'un mieux-être futur obtenu au prix d'une longue période de difficultés.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

sous-tend toutes les autres dimensions de la lutte. C'est pourquoi un mouvement insurgé doit affecter ses meilleurs éléments, ses membres les plus valables, les plus intelligents et les plus habiles à cette activité. Ignorer cette certitude, que ce soit consciemment en raison de convictions libertaires, anarchistes ou inconsciemment par amateurisme, ne peut que conduire au désastre. En 1871, malgré des débuts encourageants, la Commune de Paris ne parvient pas à constituer une direction cohérente car elle n'a ni organisation, ni plan stratégique. La Commune, un Comité de salut public et un Comité central se disputent le pouvoir. Les 266 bataillons de la garde nationale, censés obéir à ce dernier, ne font pas tous preuve du même attachement à son égard. Dans chaque quartier de Paris, des comités locaux se substituent au pouvoir central. Entre le 1^{er} avril et le 1^{er} mai, le poste de général en chef est supprimé, puis c'est au tour du grade lui-même d'être interdit. Dans le même temps, trois hommes sont nommés respectivement à la délégation à la Guerre (Eudes), à l'état-major de la garde nationale (Bergeret) et au commandement militaire de l'ex-préfecture de police (Duval), avant d'être remplacés moins d'une semaine plus tard pour deux d'entre eux (Bergeret par Dombrowski et Eudes par Cluseret). Début mai, c'est Cluseret qui est remplacé par Rosset, démissionnaire la semaine suivante. La confusion est totale et l'absence de tête patente. Dans une lettre aux dirigeants de la Commune, Rosset précise ses raisons en mentionnant qu'il ne « brisera pas l'obstacle [qui entrave son action], car l'obstacle c'est vous et votre faiblesse ». Faute d'un commandement stable et décidé, sans objectifs fixés et pérennes, la panique s'installe. Malgré un effectif théorique de 200 000 fédérés, les troupes de la Commune ne regroupent au mieux que 60 000 combattants peu efficaces, qui vont connaître une lourde

défaite devant Versailles puis se débander, totalement affolés, lorsque les troupes du maréchal de Mac Mahon pénètrent dans Paris le 21 mai. Sans organisation reconnue, stable et déterminée, la Commune ne pouvait espérer mieux, malgré des actes de courage indéniables.

Quatre piliers autonomes

La certitude de devoir sérieusement s'organiser étant acquise, reste à savoir comment. Sans définir une règle universelle, l'histoire montre qu'une structuration autour de quatre piliers autonomes est efficace et relativement sûre. Chaque pilier doit être indépendant des trois autres, affecté à une tâche précise et doit bénéficier de ses propres moyens matériels et humains.

Le premier d'entre eux est l'organisation politico-administrative (OPA). S'il ne devait y en avoir qu'un, ce serait celui-ci tant son importance est grande. L'OPA a pour objet de contrôler l'ensemble du territoire et d'étendre ses ramifications à tous les échelons de la société. Elle est la gardienne du « credo » de l'insurrection et son moteur. Ses missions sont multiples et couvrent un champ très vaste. D'un point de vue opérationnel, elle dirige et coordonne au niveau logistique le ravitaillement et l'hébergement de tous les rebelles engagés dans la lutte, constitue des stocks d'armes par tous les moyens possibles et assure leur dissimulation. Elle est aussi en charge du système de soins pour les insurgés blessés ou malades. Son action s'étend par ailleurs aux ressources humaines puisqu'elle doit s'occuper du recrutement des nouveaux membres, de leur formation et de leur mise à disposition de tous les organes de l'insurrection. Responsable des finances du mouvement, elle assure grâce à un

réseau de collecteurs les rentrées d'argent issues des impôts révolutionnaires et autres amendes infligées principalement aux ennemis de sa cause, et se charge de verser des allocations aux familles de ceux qui sont morts au service du mouvement. À tout point de vue, le premier volet de sa mission consiste donc à alléger au maximum les contraintes qui peuvent peser sur les unités combattantes et à améliorer leurs conditions de vie. Parallèlement, un second volet vise à progressivement remplacer le pouvoir légal. L'OPA forme pour cela dès que possible une structure administrative et judiciaire, avec ses tribunaux et ses fonctionnaires clandestins, pour assumer en lieu et place de l'État certaines fonctions régaliennes qui le caractérisent. À terme, cette administration clandestine tentaculaire a pour vocation de devenir la structure officielle du nouvel État que l'insurrection installera. C'est pourquoi il ne suffit pas d'y affecter des cadres du mouvement, mais il faut aussi chercher à y associer au maximum les populations sur lesquelles une juridiction s'impose pour favoriser ensuite une « bureaucratisation à double sens ». D'une part au sommet de chaque entité administrative se trouveront des cadres dévoués à l'insurrection que les populations auront identifiés comme les représentants officiels du futur (ou nouveau) pouvoir légal, et d'autre part à la base, sous leurs ordres, se trouveront des membres des communautés locales, désignés ou volontaires, qui se verront rapidement confier des responsabilités et des avantages, constituant un groupe social intermédiaire fortement utile pour les insurgés, au moins dans un premier temps, pour rallier les populations et donner à l'administration clandestine la légitimité populaire dont elle a besoin. Le choix de ces collaborateurs locaux est de fait très important et l'insurrection choisira prioritairement les personnalités ou potentats déjà reconnus, même s'ils ne sont pas forcément acquis à ses idées en

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

massacres, qui ont lieu dans toute l'Allemagne, mettent un terme définitif à toute velléité d'indépendance de la SA et libèrent le parti nazi d'une frange devenue gênante car trop éloignée des buts du moment du futur *Führer*. La justification officielle liée à une tentative de putsch de Röhm n'est qu'un avatar destiné à habiller l'imposition brutale de l'orthodoxie politique et de la fidélité absolue à son chef que le parti nazi entend appliquer.

Si l'unité est un impératif interne, elle a un pendant externe tout aussi essentiel : tout parti concurrent doit être absorbé ou détruit. Il ne peut y avoir qu'un mouvement de lutte contre le pouvoir. Considérant que toute personne qui ne soutient pas l'insurrection est un obstacle dans sa quête du pouvoir, il n'est pas acceptable pour elle de laisser des organisations concurrentes l'affaiblir et réduire ses chances de succès. La négociation peut constituer une solution dans des cas où l'idéologie et les buts de guerre sont proches. Elle ne doit cependant pas se faire au détriment des idéaux, des principes fondateurs et ne doit pas modifier la ligne de conduite définie ou réduire les pouvoirs des leaders reconnus. Dans de telles conditions, il est alors préférable de mener une guerre sans pitié contre cet ennemi, comme elle est menée contre le gouvernement. En Rhodésie en 1963, la Zimbabwe African People's Union (ZAPU) qui était jusqu'à le principal mouvement d'opposition au gouvernement blanc ségrégationniste de Ian Smith vécut une scission qui provoqua la naissance de la Zimbabwe African National Union (ZANU). En raison du conflit qui suivit cette dissidence, de la compétition pour s'acquérir le soutien des populations rurales et des antagonismes ethniques entre la ZAPU et la ZANU, l'insurrection dirigée contre le gouvernement de Salisbury fut considérablement affaiblie. Pendant plus d'une dizaine d'années, les deux mouvements vivotèrent, essentiellement dans

des bases à l'étranger, leurs actions en Rhodésie ne mettant à aucun moment en péril le pouvoir en place. Il fallut alors attendre 1976 et les pressions exercées par les soutiens étrangers des deux mouvements, africains mais aussi chinois et soviétiques, pour qu'une union politique voie le jour. Arrivé au pouvoir, Robert Mugabe ne réédita pas une telle erreur et prit bien soin d'éliminer toute opposition à son parti, la ZANU. Pour sa part, le FLN algérien ne commit pas la même erreur et attaqua dès 1955 son concurrent, le mouvement national algérien (MNA) de Messali Hadj. En juin 1955, ce sont ainsi plusieurs maquis MNA qui sont éradiqués directement par le FLN tandis qu'à Alger, ce dernier paie la pègre locale pour qu'elle élimine les dirigeants messalistes. Cette guerre se poursuivra au rythme des exécutions, notamment de leaders syndicaux proches du MNA assassinés en France métropolitaine et au Maroc, ce qui a une forte influence sur la diaspora algérienne. Fin 1957, la domination définitive du FLN devient irréversible et le MNA n'est plus en mesure de lui faire de l'ombre. Ceci n'empêchera toutefois pas le FLN de tenter d'assassiner Messali Hadj en septembre 1959. Les deux hommes chargés de cette exécution déclarèrent ensuite dans *France Soir* que « le FLN seul a droit à la parole. Nous ferons tout pour qu'il en soit ainsi ». L'histoire leur a ensuite donné raison puisque le FLN gouvernera seul l'Algérie jusqu'en 1991.

Par ailleurs, la cohésion du mouvement et sa primauté dans la lutte ne pourront être solidement établies que si l'insurrection applique des principes stricts de cloisonnement et de protection du secret. Sur ses quatre organisations de base, trois étant clandestines, il faut qu'elles soient structurellement protégées les unes des autres : si l'une est partiellement ou entièrement démantelée ou qu'elle est durement frappée par les forces de sécurité loyalistes, sa chute ou sa paralysie temporaire ne doit

pas pour autant entraîner la chute ou la paralysie des autres branches. Pour cela, l'insurrection va à la fois s'appuyer sur son organisation aux plus bas niveaux, sur l'instauration de procédures de fonctionnement spécifiques et sur la formation de ses membres. Chacun des piliers clandestins privilégiera dans sa structuration les unités de faible volume. Un petit groupe, que l'on appelle cellule, front, famille, en fonction de l'endroit et de l'époque, n'est composé qu'au maximum d'une dizaine d'insurgés. Chaque groupe ignore tout des autres et ne cherche pas à en apprendre sur eux. Ce cloisonnement extrême, s'il peut sembler excessif, représente la seule véritable « assurance-vie » des branches du mouvement : si une cellule est infiltrée, découverte, démantelée ou détruite, elle peut être coupée du reste de l'arbre comme une branche morte et sa disparition ne compromettra pas l'ensemble de l'édifice. Les militants ne doivent pas tous se connaître, bien au contraire, et ne doivent pas non plus être au courant de toutes les opérations en cours ou de toutes les affaires de l'insurrection. Si ceci est valable à la base de la hiérarchie, cela s'applique tout autant au sommet du mouvement. Les chefs sectoriels (géographiques ou fonctionnels) n'ont pas à connaître ce qui ne les concerne pas. Le seul échelon de synthèse globale est la tête de l'insurrection, qui doit pour cette raison faire l'objet de mesures de précaution et de protection très étendues. À tous les niveaux, seuls un chef ou deux connaissent leurs hommes et leur(s) supérieur(s). C'est tout. À l'image de certaines familles françaises dont plusieurs membres appartenaient à divers réseaux de Résistance pendant l'Occupation sans qu'aucun ne soupçonne les activités des autres, un insurgé doit pouvoir vivre normalement sans que son entourage le découvre avant qu'il ne choisisse volontairement de basculer dans un activisme plus ouvert (en rejoignant un maquis par exemple). Hormis ses camarades de combat directs, personne

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Par ailleurs, la direction du mouvement doit en permanence garantir l'unité du mouvement et son exclusivité dans la lutte contre le pouvoir, tout en maintenant un haut niveau de clandestinité et de préservation du secret. C'est pourquoi l'application du principe de subsidiarité, l'identification du rôle du commandement et l'établissement d'un cadre idéologique détaillé, diffusé, enseigné et expliqué sont des éléments majeurs pour la solidité générale de l'appareil. Ces fondements théoriques et quelques principes étant posés, il est maintenant capital d'élaborer des structures de commandement qui répondront à l'ensemble de ces contraintes et satisferont l'ensemble des composantes de l'insurrection.

Organisation zonale et organisation fonctionnelle

Dans ces circonstances, les possibilités sont relativement peu nombreuses. Une insurrection devra avoir à sa tête une instance suprême dont les pouvoirs seront absolus. Véritable gouvernement, ce comité central dispose seul du pouvoir de légiférer, d'établir un programme d'action, de coordonner les activités civiles et militaires des quatre branches du mouvement, de définir des plans, des cibles et des priorités. Afin d'éviter les débats interminables et les joutes oratoires sans fin, le volume de ce comité central devra être volontairement restreint. Les quatre chefs des quatre branches en seront des membres évidents. Pour le leader de l'organisation politique légale, la désignation d'un représentant de confiance peut permettre d'éviter tout contact compromettant. Ce cas de figure est à définir au cas par cas. En fonction de l'organisation territoriale de l'insurrection, que nous allons aborder un peu plus loin, les chefs des plus grandes circonscriptions administratives seront

eux aussi membres de droit du comité. Leur participation permet de faire valoir le point de vue du « terrain » là où celle des chefs de branches fonctionnelles permet de faire valoir un regard plus technique et organisationnel, mais tout aussi important. La synthèse des deux approches qui est alors réalisée facilite ainsi les décisions. Pour autant, ce comité ne sera pas nécessairement facile à piloter. Nul n'étant imperméable à l'orgueil et aux intérêts partisans, il n'est pas impensable que l'ambiance y soit même exécration malgré l'ancienneté de l'engagement de ses membres et de leur proximité. Lénine lui-même, dans ses dernières années, n'était-il pas considéré comme un patriarche peut l'être par ses fils impatients de toucher leur héritage ? Staline, Trotski, Kamenev et Zinoviev, malgré des décennies de lutte commune, se détestent et briguent tous la succession de leur chef. À sa mort, la haine se déchaîne pour aboutir à la prise du pouvoir par le premier, à l'exil du deuxième et à l'emprisonnement des deux derniers, puis à leur exécution, l'un à Mexico, les autres à Moscou. Cet épilogue n'est pas sans rappeler celui de la Révolution française et l'exécution de Danton et Desmoulins sur ordre de Robespierre. Pour éviter ces dérives, la désignation d'un chef suprême au sein du comité central est obligatoire. Généralement, les circonstances le désignent d'elles-mêmes, notamment en raison des compétences, des capacités, du courage ou du charisme que ce personnage possède. Fidel Castro pas plus qu'Éamon de Valera, leader indépendantiste irlandais et futur troisième président de la république d'Irlande (1959-1973), n'étaient remis en cause dans leur mouvement. Si aucune figure ne se détache, alors le comité central devra désigner son chef. Ce cas est rarissime et plutôt de mauvais signe. Il suffit généralement à vouer l'insurrection à l'échec, comme le piètre discours de Lluís Companys en fut l'illustration. Cette désignation peut prendre n'importe quelle

forme (élection, coup de force) pourvu qu'elle ne dure pas interminablement et qu'elle ne perde pas la direction de l'insurrection dans des attermolements funestes. Quoi qu'il en soit, que le leader suprême soit naturel ou désigné, sa place est à la tête de l'organisation politico-administrative. Cette caractéristique peut d'ailleurs constituer le critère le plus simple de choix : le chef suprême est le chef de l'OPA. Qu'il soit l'un avant l'autre importe peu. Ce point est important car la tendance naturelle d'une organisation qui combat est de faire du chef militaire le chef incontesté. Or ici plus encore que dans une guerre conventionnelle, ce serait une erreur. Comme cela a été dit auparavant, l'insurrection est un mode de guerre avant tout politique, dont l'objectif est d'établir une société nouvelle sur des bases neuves. L'aspect militaire du conflit n'est qu'un volet parmi d'autres. Confier la tête du mouvement au responsable militaire pourrait faire de l'outil une fin en soi et amener à négliger les autres aspects de la lutte, qu'ils soient psychologiques ou politiques, alors que ce sont bien ces aspects qui conditionnent la victoire face à un ennemi beaucoup plus puissant. Plus que jamais, le militaire doit être subordonné au politique : *arma cedant togae*². Aucune entorse à cette règle ne doit être tolérée, et l'accès à des responsabilités dans l'OPA doit être vécu comme une promotion pour quelqu'un provenant des autres branches. Au sein du comité central, les décisions devront être débattues avant d'être votées. En fonction de leur importance, le taux nécessaire pour leur adoption pourra être de la moitié des votants ou plus. Si le nombre des membres est pair, le chef disposera d'une voix majorée afin d'éviter les égalités de vote. Le but du comité n'est pas de faire de la démocratie appliquée mais de prendre des décisions rapides.

Dans ses échelons subordonnés, l'insurrection devra

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

chantent », la charia ou autres aboutissements victorieux. Dans sa logique, de tels actes ne sont que des éléments de dialectique qui remplacent plus efficacement le dialogue et la négociation. La seconde forme concerne son engagement personnel. Il a conscience que le triomphe fera de lui un héros alors que la défaite le relèguera au rang de vulgaire criminel. Aussi se retranche-t-il derrière une foi aveugle dans sa cause, par rapport à laquelle la perspective de la mort ou de l'emprisonnement prennent un sens et se gonflent d'utilité, voire de noblesse. Il y a du moins dans chaque insurgé pour que les perspectives les plus sombres ne le fassent pas dévier de son œuvre et de son espérance. Au soir de l'insurrection de Pâques 1916 à Dublin, le *fenian* John MacBride, qui va être fusillé par les Britanniques, déclara qu'il valait mieux avoir combattu et perdu que n'avoir pas combattu du tout. Chaque insurgé doit propager ce que Che Guevara appelait « l'irréfutable vérité que le peuple ne peut être vaincu », avant d'ajouter que « celui qui ne ressent pas cette vérité absolue ne peut être guérillero » en soulignant lui-même ce passage dans son texte. Ainsi enfermé dans son manichéisme et son jusqu'au-boutisme, il est logique que la notion de compromis soit parfaitement étrangère à l'insurgé. Son combat ne s'arrêtera qu'à la capitulation ou la destruction de son ennemi et à l'instauration d'une société régie par ses principes. Toute démarche diplomatique, toute concession, toute solution négociée est simplement inacceptable, et même inenvisageable. Là encore, l'exemple des guerres de religion est éclairant. Pour les combattants de tous les camps belligérants, l'issue de la guerre ne pouvait être que la victoire définitive sur une hérésie ou la défaite temporaire avant de reprendre le combat. Tout arrangement politique, éminemment temporel, ne pouvait stopper cette confrontation spirituelle. Pour chaque combattant, la conciliation, même momentanée, de la Vérité qu'ils

défendaient et voulaient propager et imposer, y compris par la force, avec l'Erreur contre laquelle ils luttèrent farouchement était inconcevable. Cette Vérité et cette Erreur étant des absolus irréductibles, elles sont par nature incompatibles avec tout compromis qui devient dès lors l'expression d'un relativisme s'apparentant à de la trahison. Pour un « combattant de la foi », l'orthodoxie et l'intransigeance sont des principes souverains. Par extension, un tel comportement est généralisable à tout insurgé qui vit ses idéaux comme une religion. Il demeure cependant que l'insurgé est maître de l'élasticité de ses principes et l'histoire a montré que la négociation et le compromis pouvaient parfois être un recours jugé nécessaire dans certaines conditions spécifiques. Dans son esprit, s'il lui arrive d'accepter de composer, c'est en considérant cet acte comme une étape, comme un moyen de préparer l'élimination de l'ennemi en le trompant et en gagnant du temps si la situation est très défavorable. Le traité de paix signé en 1921 par les dirigeants du Sinn Féin constituait dans leur esprit une étape garantissant l'autonomie de la majeure partie de l'Irlande avant de poursuivre la lutte pour les six comtés restant dans le giron de la couronne britannique. Ce cas de figure, s'il est clair dans l'esprit du hautcommandement insurgé, doit malgré tout faire l'objet d'une communication interne appuyée afin d'éviter d'être perçu comme une trahison, ce qui sera le premier réflexe de la base qui s'est engagée corps et âme dans la lutte. En avril 1962, conscient que l'OAS n'a plus aucune chance d'atteindre ses objectifs, Jean-Jacques Susini, qui commande l'organisation, décide de rechercher une solution négociée avec le FLN. Il rencontre dans ce but Abderrahmane Farès, président de l'exécutif provisoire algérien qui désire pour sa part construire une Algérie pacifiée. Les négociations progressent¹ et les deux

camps s'entendent sur un projet d'Algérie indépendante et démocratique offrant des garanties aux Européens et aux musulmans qui ont combattu à leurs côtés. Le 17 juin 1962, un accord de cessez-le-feu est signé. Les négociateurs sont alors désavoués l'un comme l'autre par les plus intransigeants de leurs camarades : officiers de l'ALN comme Ben-Bella d'un côté et jusqu'au-boutistes de l'Algérie française comme le colonel Godard de l'autre. L'accord est mort-né et la violence continue. Plus récemment, alors que les dirigeants du Front national révolutionnaire² (mouvement autonomiste musulman du Sud de la Thaïlande) ont décidé de s'engager depuis février 2013 dans un processus de négociation avec le gouvernement de Bangkok, leur position a été très largement fragilisée par la réaction de la base de leur mouvement, qui leur a échappé. Les mouvements locaux de défense des Droits de l'homme constatent ainsi que les plus jeunes combattants refusent de déposer les armes et le niveau de violence n'a pas baissé après trois conférences de négociation. Le général Prayuth Chan-ocha, commandant en chef de l'armée thaïlandaise, estime même qu'il ne peut donner de crédit aux négociateurs puisqu'aucune amélioration sécuritaire n'est intervenue. Dans le cas irlandais, la démarche du Sinn Féin fut considérée comme une trahison et la signature du traité provoqua une scission et une guerre fratricide entre patriotes. En Algérie, l'accord de cessez-le-feu amena l'éviction des négociateurs au profit des dirigeants les plus durs. Dans le cas thaïlandais, les choix du BRN n'ont fait que renforcer d'autres mouvements jusque-là secondaires. Avec des effets différents, ces exemples montrent à quel point l'idée même de compromis est difficilement audible pour des combattants pétris d'absolu.

Dans son combat pour imposer sa vérité, l'insurgé exclut

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

l'ultime défense du mouvement, à l'image des 220 combattants de l'Organisation juive de combat³, âgés de 13 à 22 ans lors du soulèvement du ghetto de Varsovie en avril et mai 1943.

À son commencement, le recrutement se fera sur la base du volontariat. L'adhésion idéologique sera prépondérante dans cette démarche. Que ce soit par conviction profonde, par frustration sociale, par sentiment de rejet ou d'humiliation, beaucoup épouseront une cause dont l'insurrection armée ne sera que la continuation active. D'autres volontaires suivront, pour des raisons moins profondes. Pour certains, ce sera l'attrait des armes et de l'organisation qui s'épanouira dans le mouvement ; pour d'autres, ce sera beaucoup plus prosaïquement l'absence de perspectives professionnelles et la crainte du chômage. Finalement, ce sont les mêmes motivations qui, partout dans le monde, poussent des jeunes à s'engager dans n'importe quelle organisation armée, publique ou privée, officielle ou clandestine. Enfin, lorsque l'insurrection contrôlera des territoires, des combattants rejoindront ses rangs de façon naturelle, comme un prolongement de leur éducation et de leur mode de vie : l'exemple le plus flagrant est le succès de la création de la garde nationale dans la France révolutionnaire de juillet et août 1789. Il se peut toutefois que cette ressource volontaire ne suffise pas à compenser les pertes, à assurer le développement du mouvement ou sa pérennité. D'autres voies doivent être explorées pour éviter ces situations où l'insurrection ne pourra pas faire face aux circonstances, qu'elles soient favorables (accroissement lié au succès) ou défavorables (besoin de combattants pour tenir). En fonction de sa puissance et du confort des conditions spécifiques du moment, elle pourra tout d'abord avoir recours à l'enrôlement forcé de main-d'œuvre, à l'instar de certaines rébellions

africaines contemporaines telles que le M23 congolais ou la Lord's Resistance Army ougandaise. L'idée est alors d'envoyer dans un premier temps ces personnes servir loin de leur région d'origine afin de limiter les désertions, et de les isoler dans des unités de volontaires afin d'éviter qu'ils ne se regroupent pour s'évader. Une fois cette dispersion réalisée, il faudra dans un second temps les employer à des tâches compromettantes pour que leur retour hors du mouvement ne soit plus envisageable en raison des poursuites et des représailles qui s'abattraient alors sur eux. Après quelque temps, ils n'auront plus d'autre choix que de poursuivre la lutte et d'espérer le triomphe final pour reprendre leur vie antérieure, voire recevoir des honneurs en raison de leur engagement. Si elle est forte et qu'elle contrôle de manière consolidée certaines zones géographiques, l'insurrection pourra ensuite, dans une démarche plus aboutie, instaurer une conscription et mobiliser toutes les ressources qui lui sont nécessaires. Il ne faut malgré tout pas se faire d'illusion sur les qualités guerrières d'une unité de conscrits. Sans faire de généralisation car certains conscrits pourront devenir de vrais combattants et former des unités efficaces, la plupart d'entre eux seront employés dans des fonctions logistiques ou en protection de zones relativement sûres. Cet apport permettra de concentrer l'action des volontaires dans des opérations plus délicates et plus exposées de combat, de renseignement, de terrorisme, d'action en zone ennemie. Car l'essentiel est bien là : ce sont ces fonctions qui devront toujours être armées car elles seules permettront la victoire finale.

L'intérêt de la formation

La défaite de l'insurrection communiste du général Markos

en Grèce en 1948 est en grande partie due au fait que ce dernier compensa ses pertes sans se soucier de la qualité des nouvelles recrues tant le besoin de combler les rangs de sa guérilla était prégnant. Dans un pays où la préparation idéologique était assez faible, cette approche s'avéra fatale. Une fois sélectionnés et recrutés, les nouveaux insurgés doivent faire l'objet d'une formation dont la qualité aura une influence déterminante sur l'aptitude générale du mouvement, et par là même, sur sa capacité à traverser des épreuves et à vaincre. Cette formation aura naturellement de multiples visages et des objectifs très divers. Le principal d'entre eux sera de préparer les recrues à leurs futurs emplois opérationnels et de répondre aux besoins de l'insurrection dans les divers secteurs de son organisation. Mais l'instruction ne s'arrêtera pas là et aura également pour finalité de préparer les nouveaux membres politiquement, en approfondissant leurs connaissances dans ce domaine et en renforçant la conscience de la justesse du combat mené. Pour certains qui se trouveront par la suite isolés ou infiltrés dans les rangs ennemis, la solidité de ces convictions politiques est extrêmement importante pour limiter les défaillances. Pour d'autres, c'est surtout la capacité à expliquer la grandeur de la cause aux masses rurales ou urbaines qui s'en trouvera renforcée. Enfin, la formation constitue un moment d'aguerrissement physique et moral au cours duquel l'insurgé s'habitue aux conditions de vie et de combat qui seront les siennes par la suite.

On a marché tout le jour. Dans une ravine, ils nous sont tombés dessus. Lucio Mesa fut blessé... C'était une mauvaise blessure, il nous disait de le laisser parce qu'il ne pouvait plus marcher mais nous l'avons porté. Il est mort cette nuit-là. C'était impossible de faire du feu à cause de

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

on ne la gagne pas avec des courtisans et des intermédiaires. On la gagne avec des guerriers et des fanatiques. Nulle place pour les Fouché et autres Talleyrand quand il faut des Danton et des Robespierre.

Malgré son tempérament et son audace, le chef ne doit pas pour autant être un simple va-t-en-guerre. Il doit savoir faire preuve d'un jugement serein face aux événements qui se présentent à lui, sans triomphalisme et sans pessimisme. Sans être lâche ni téméraire, il doit analyser froidement les situations et prendre des décisions réfléchies, ce qui n'interdit aucunement la prise de risque. Mais entre une prise de risque identifiée et assumée, et une prise de risque involontaire, il y a souvent l'écart du désastre et l'ombre de la défaite. Un chef qui panique est un homme qui se laisse dépasser et qui ne comprend plus rien. C'est pourquoi la sérénité de vision ou de jugement est nécessaire pour inspirer la confiance aux hommes. Une fois dépassé, il est fort probable que la panique soit l'étape suivante. Une seule volonté animera alors ce chef effondré : non plus celle de vaincre, mais celle de sauver sa peau. Son avenir étant limité à la mort, à la prison ou à l'exil s'il parvient à s'enfuir, tous ses efforts n'auront plus pour objectif que de le sortir de là. Il aura alors perdu toute dignité et certainement fait perdre son camp. Inversement, un chef ne doit pas non plus faire preuve d'un courage excessif qui s'apparenterait à de la témérité. Dans certaines circonstances, il est évident que les chefs doivent montrer l'exemple au cœur du combat pour galvaniser leurs hommes et ranimer la fougue. « Si la victoire était un moment incertaine, vous verriez votre empereur s'exposer aux premiers coups », déclarait Napoléon à son armée à la veille de la bataille d'Austerlitz. Dans des moments indécis, la présence du chef et son courage peuvent faire basculer le destin. Plus question alors de rhétorique, mais bien d'action physique et d'exposition au

danger. Les hommes, sachant que leur chef est capable de courir les mêmes risques qu'eux, lui seront grandement attachés. Ils n'exigeront toutefois pas qu'il s'expose sans cesse. Un chef est fait pour commander et pour mener à la victoire, pas pour être un servant de mitrailleuse. À la bataille d'Essling en mai 1809, ce sont les grenadiers de la Garde qui exigèrent que l'empereur, trop exposé à leurs yeux, se replie vers l'île de Lobau. Le courage, s'il est impératif, est subordonné aux qualités de stratège et d'organisateur. C'est la raison qui anime le chef équilibré. Elle lui permet d'éviter de surestimer les forces légalistes, et donc d'être facilement intimidé ou inhibé dans ses décisions. Elle limite également les risques de sous-évaluation, ce qui est tout aussi dangereux. Face à un ennemi méprisé ou jugé inepte, il est effectivement fréquent de croire que tout ce qui est entrepris contre lui est simple ou facile. L'attention se relâche invariablement et la punition est généralement sévère dans ce domaine : la mort bien souvent ou l'échec dans le meilleur des cas. Les pleutres comme les inconscients devront pour toutes ces raisons être écartés des responsabilités de commandement.

Le dirigeant insurgé, grâce à sa détermination, son courage et sa sérénité s'impose moralement à ses subordonnés. Il lui faut néanmoins aussi s'imposer humainement. Le charisme est indispensable pour cela. Derrière ce terme se cachent beaucoup de qualités et de notions. Dans l'administration courante de son mouvement ou de son unité, si un chef doit être intransigeant et sévère vis-à-vis de certaines conduites (nous avons entre autres parlé du vol entre insurgés), il doit faire preuve d'une grande justice dans la gestion des litiges ou des fautes mineures. Chaque cas étant unique, il doit prendre le temps de juger intelligemment en fonction des personnes et des circonstances. Il doit également savoir pardonner et un subordonné qui a

commis une erreur, échoué dans une mission ou transgressé des règles internes (sans franchir les lignes rouges connues de tous) ne doit pas être mis au ban du groupe, sous peine de tuer toute prise d'initiative en son sein. Seule la répétition de ces cas pourra provoquer une mise à l'écart, une affectation dans d'autres tâches ou une sanction. Parallèlement, le chef doit avoir le souci des conditions matérielles dans lesquelles vivent ses subordonnés – et il doit les partager ! – tout comme il doit se préoccuper de leur moral et de leurs ennuis. En bref, il doit les connaître et les aider autant qu'il le peut, marquant ainsi le respect qu'il a pour eux. Cette proximité crée la légitimité du commandement que ses « galons » ou sa position lui confèrent administrativement. Cette implication du chef, quel que soit son niveau et le volume de l'unité qu'il commande, est un facteur clé de la cohésion de son groupe, donc de son efficacité opérationnelle. Dans les zones que l'insurrection aura conquises au cours de la lutte, les responsables devront faire preuve des mêmes qualités humaines de justice, de pardon et d'écoute pour faciliter l'adhésion d'une population dont le soutien est nécessaire. À ce sujet, le mode de gouvernance des Shebabs de Somalie était une véritable source de préoccupation pour Oussama ben-Laden. Il écrivit d'ailleurs une lettre à leur chef, Mokhtar Ali Zubeyr, pour exprimer son inquiétude face à l'extrême dureté de son mouvement, l'invitant à « faire preuve de piété et de patience » et « d'adopter un comportement noble, digne d'un émir, pour améliorer les relations au sein de son mouvement et avec les populations ». Dans le même temps, il demanda à Atiyah Abd al-Rahman, l'un de ses seconds, de s'enquérir des conditions de vie de leurs « frères de Somalie », s'ouvrant à lui du peu de cas qu'Ali Zubeyr semblait avoir fait de ses conseils, notamment en matière de développement économique, d'intérêt porté aux populations et d'application de

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Papouasie libre (OPL), mouvement de libération en guerre contre le gouvernement de la république d'Indonésie dans la province de Papouasie Occidentale. Or, c'est dans cette province que se trouve la mine de Grasberg, premier gisement d'or et troisième gisement de cuivre du monde, qui constitue 2 % du produit intérieur brut indonésien. En face de lui, tant le gouvernement que les multinationales qui exploitent la mine sont donc prêts à beaucoup d'efforts pour écraser l'OPL. Depuis près de 50 ans ils y parviennent et Tabuni n'a pour ainsi dire jamais réussi à faire basculer son combat au-delà d'un niveau de violence qui aurait attiré l'œil des gouvernants mondiaux (dont l'ONU), des ONG spécialisées ou des médias occidentaux, prompts à embrasser la cause des petits contre les grands. Pourquoi un tel échec ? Simplement parce que l'OPL n'a pas su agir offensivement : médiatiquement et militairement en frappant de manière voyante des emblèmes du pouvoir ou du capital (hommes, lieux, moyens de production) ou politiquement en assiégeant l'ONU et d'autres organisations telles que l'Union européenne pour s'y faire entendre et faire reconnaître le bien-fondé de son combat. Comme l'OPL, une insurrection qui n'est pas offensive sera vaincue ou maintenue à un faible niveau d'activité permettant au gouvernement en place de la faire passer pour de la délinquance ou du banditisme. Si le fait d'avoir en permanence une attitude offensive ne garantit aucunement la victoire, elle n'en est pas moins un ingrédient indispensable. Cette attitude conditionne la liberté d'action du mouvement et par là même sa capacité d'initiative et de surprise. Ce n'est pas l'ennemi qui doit conditionner les mouvements de l'insurrection mais cette dernière qui doit le contraindre à n'agir qu'en réaction. Quelles que soient les conditions stratégiques, cette démarche est applicable. Même en pleine débâcle militaire générale (on pense à la Longue Marche de Mao), il est toujours

possible de frapper l'ennemi par surprise en allant le chercher là où il est vulnérable (convois logistiques, dépôts, etc.) plutôt que d'éviter à tout prix le combat, ou de lancer une offensive médiatique pour dénoncer ses exactions et sensibiliser l'opinion internationale qui fera pression sur lui. Le cynisme est d'ailleurs une arme redoutable qui démultiplie les effets de ce type d'offensive. Le cas de certains journalistes occidentaux tués en 2012 en Syrie par des tirs attribués aux forces gouvernementales, sans qu'aucune preuve n'existe et qu'il soit possible de disculper les rebelles, a joué un rôle prépondérant dans la mobilisation de la communauté internationale contre le régime de Bachar el-Assad. En 1994, le bombardement du marché de Sarajevo, attribué aux forces serbes, avait pour sa part provoqué l'intervention ultérieure de l'OTAN en ex-Yougoslavie. Pourtant, de nombreux officiels français, dont le président de la République, étaient à l'époque convaincus que les tirs provenaient des forces musulmanes visant à provoquer l'effroi d'une communauté internationale qui n'attendait qu'un prétexte pour intervenir de façon coercitive contre les Serbes. Le but essentiel est d'éviter à tout prix de maintenir une situation stable dont le premier bénéficiaire est l'État en place.

Dans les actions violentes organisées contre le pouvoir, ses séides et ses symboles, si un état d'esprit offensif est impératif, le recours à la ruse, au subterfuge et à la mystification l'est tout autant. La guerre n'est pas un affrontement chevaleresque où chacun se salue avant de se combattre. Elle ne l'a jamais été et ceux qui l'ont cru l'ont généralement chèrement payé, aussi loin que remonte l'histoire du cheval de Troie. Après Homère qui fait simplement dans l'*Iliade* le récit de cet épisode sans but pédagogique particulier, Sun Tzu écrivit de façon plus docte dans son *Art de la guerre* que « l'art de la guerre est l'art de la tromperie ». La guerre insurrectionnelle est bien entendu encore

plus sujette à cette règle pour des raisons évidentes de disproportion des forces entre belligérants. Pour dire les choses plus simplement, si l'on peut endormir la vigilance d'un ennemi avant de le frapper dans le dos, alors il ne faut pas hésiter. Pendant la guerre d'Indochine (1946-1954), le Vietminh, qui avait parfaitement assimilé ces paramètres, excellait dans l'art de la ruse. Il faisait notamment un usage considérable des déguisements pour frapper les troupes françaises ou leurs alliés vietnamiens, laotiens et cambodgiens : revêtus d'uniformes français, des unités attaquaient et mitraillaient à bout portant des soldats français qui les avaient laissées approcher sans méfiance et sans soupçon ; des agents infiltrés habillés en ouvriers s'introduisaient dans les usines ou des hangars militaires pour y saboter les installations ou causer des destructions importantes ; des combattants déguisés en paysans, en pêcheurs, en coolies, en livreurs s'adonnaient patiemment aux activités correspondant à leur tenue jusqu'à ce qu'une occasion d'abattre un soldat, de détruire un véhicule, d'assassiner un gradé ou un chef politique se présente. Avant eux, les camisards protestants approchaient les troupes royales en chantant des psaumes jusqu'à être assez près pour pouvoir les tuer à coups de fourche. Dans ce domaine, les possibilités sont immenses et les exemples innombrables. L'efficacité de ces façons d'agir est telle que les armées et les polices confrontées à elles n'ont jamais eu de mots assez durs pour les qualifier, du manque d'honneur au manque de courage, ce qui traduit essentiellement leur impuissance dans ces situations. Mais peu importent les quolibets : une fois de plus, seul le résultat compte. Pour les combattants insurgés, l'emploi d'uniformes des forces légalistes sera généralisé, notamment grâce aux prises faites sur les ennemis capturés ou tués. Outre l'avantage tactique que confère cette ruse, elle introduit également la suspicion chez l'ennemi, ce qui est

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

de se rendre compte qu'on a engagé le combat contre lui, chacun se dépêchant de gagner tel ou tel village pour y faire le plus de butin possible, alors le stratège formera comme il faut ses propres lignes et attaquera le dispositif de l'émir, affaibli en nombre ; et si avec l'aide de Dieu il remporte la victoire, il exterminera complètement les ennemis.

Plus près de nous, en 1799, le général Moreau, vaincu en Italie, constatait devant le général Bonaparte, vainqueur en Égypte, que « c'est toujours le plus grand nombre qui bat le plus petit ». S'étonnant de l'approbation de Bonaparte, Moreau lui fit remarquer qu'il était pourtant réputé pour avoir souvent vaincu de grandes armées avec des armées plus petites. « Même dans ce cas, c'est toujours le petit nombre qui est battu par le grand », répondit le futur empereur. L'importance du principe de supériorité numérique relative n'est donc plus à démontrer et malgré un sous-nombre global, la guérilla ne combattra les forces de sécurité que lorsqu'elle aura réussi à établir un surnombre local suffisant. S'affranchir de cette règle est aussi aventureux que ravageur. Un deuxième principe de base est l'effet de surprise. La surprise est bien souvent la meilleure alliée des insurgés car elle leur permet notamment de compenser l'infériorité des armes : en choisissant le lieu et l'heure d'une attaque, la guérilla va prendre un ascendant tactique et psychologique important sur un ennemi qui ignorera le nombre de ses assaillants, leur force réelle et leurs possibilités correspondantes. En agissant de nuit, les insurgés ajouteront encore au désarroi de leurs adversaires. Ces facteurs sont d'autant plus importants que les forces conventionnelles que sont les armées et les polices gouvernementales éprouvent généralement de grandes difficultés à sortir de leurs schémas

« classiques » de combat. Le harcèlement permanent, l'incapacité à anticiper ces actions et la difficulté à réagir créeront petit à petit chez l'ennemi une « psychose du partisan » particulièrement éprouvante moralement.

Ce sentiment d'impuissance face aux attaques surprises se transformera ensuite en conviction que la victoire est impossible et que la guérilla ne peut être vaincue. Le développement de cette impression n'est bien entendu pas automatique et certaines troupes aguerries y échapperont toujours. Les unités plus fragiles comme les forces de police qui ne sont pas entraînées à la lutte antiguérilla parce qu'elle ne relève pas initialement de leurs missions, ou plus particulièrement les unités militaires d'appelés du contingent, seront en revanche sensibles à ce phénomène et pourront même s'effondrer très rapidement sous la pression exercée par les attaques surprises. Ce paramètre est constitutif d'un troisième principe : une guérilla doit frapper en priorité des cibles faciles. Il serait spécieux de dire que la définition d'une cible facile est simple à établir. Les caractéristiques n'en sont pas figées et seule une étude préalable de chaque cas permettra de statuer sur ce point. Il n'en demeure pas moins possible d'en identifier quelques particularités. Les objectifs non gardés viennent évidemment en premier à l'esprit : routes, voies ferrées, lignes électriques. Les couper ou les endommager en un point où personne ne se trouve est à la portée d'un individu seul. Viennent ensuite tous les objectifs civils dans lesquels les forces de sécurité ne sont pas présentes de façon continue : banques, usines ou autres. Enfin, lorsqu'un objectif est gardé par l'armée ou la police, il peut quand même représenter un objectif facile en fonction de différents facteurs : est-il isolé ? facile d'accès pour des renforts ? enclavé ? La valeur de l'unité qui assure la garde est aussi dimensionnante. Il est en effet relativement simple d'identifier une bonne troupe

d'une mauvaise dans la façon dont elle assure la garde de son point. Une bonne troupe va remplir sa mission de façon agressive et active, en ne se limitant pas simplement à la garde et à la réaction à une attaque. Elle va compléter sa garde par des patrouilles permanentes plus ou moins lointaines autour de son emprise, elle va disposer des points d'observation et des sentinelles en dehors du périmètre surveillé, elle va aller au contact des autochtones pour récolter du renseignement. Inversement, une troupe médiocre se contentera d'une action passive et s'endormira dans la routine des relèves et des tours de garde sans jamais sortir des locaux surveillés. Une telle troupe peut être attaquée, sa résistance ne devrait pas représenter un obstacle colossal. Quoi qu'il en soit, la facilité ressentie d'une action relève du choix du chef de l'unité de guérilla, qui connaît aussi le potentiel de son groupe. Seule certitude : sauf à choisir d'accomplir un coup d'éclat à des fins de propagande ou à avoir un objectif très précis (s'emparer d'armement par exemple), il faut toujours choisir entre deux opérations la plus facile lorsque l'objectif est simplement de porter un coup au système en place. Des coupures incessantes d'électricité ou des perturbations permanentes du trafic ferroviaire par des destructions matérielles sont bien plus utiles et déstabilisantes que l'attaque d'un poste de police.

Le dernier grand principe à respecter est celui de la furtivité. Immédiatement après avoir frappé, une unité doit rompre le contact et s'enfuir. Tout combat prolongé est à proscrire. Le succès du combat repose sur la retraite immédiate qui est nécessaire à la préservation des forces de guérilla. Après la chute du Second Empire en 1870 et l'occupation prussienne, de petits corps francs français se formèrent dans les zones occupées en amalgamant paysans et membres de la garde nationale. Ils

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

d'une attaque qui sinon n'aurait peut-être eu qu'un bilan mitigé. Elle consiste à faire sauter une bombe qui finalement n'est qu'un appât ou un leurre : le véritable objectif seront les secours qui convergeront vers les lieux, la population paniquée qui fuit vers un autre endroit ou au contraire assiste curieuse aux événements ou encore les centres de secours vers lesquels les victimes seront évacuées. Déjà employée par le Viêt-cong, cette technique a ensuite été largement imitée en Irlande du Nord et au Liban avant de devenir un outil très courant dans toutes les mouvances islamistes. Le 9 juin 2008, c'est AQMI qui fait d'abord exploser une bombe au passage du véhicule d'un ingénieur français travaillant pour une société de travaux publics à Lakhdaria à l'est d'Alger, le tuant ainsi que son chauffeur. Quelques minutes plus tard, un second engin explose alors que les secours s'affairent autour de la voiture. 11 policiers et secouristes sont tués. Le 5 février 2010 à Karachi au Pakistan, un bus transportant des chiites se rendant à une procession est touché par l'explosion d'une moto garée sur son passage. Un premier bilan fait alors état de 12 morts et de dizaines de blessés. Ceux-ci sont rapidement transportés dans un hôpital proche pour y recevoir des soins lorsqu'une deuxième explosion a lieu dans la salle des urgences où ils se trouvent. On relève au moins 10 morts supplémentaires dans les décombres. Le TTP est encore à l'origine des faits. Le 25 novembre 2012 dans le nord du Nigéria, c'est une église chrétienne située dans une caserne qui est visée par un attentat à la voiture piégée à la fin de l'office. Il n'y a alors pas de victime, mais les fidèles refluent vers la sortie de la caserne où un second véhicule explose. Cette fois, il y a 11 morts et trente blessés. Le double attentat est revendiqué par le groupe islamiste Boko Haram. Ces exemples montrent à quel point cette technique est efficace en matière de bilan si elle est correctement utilisée en fonction de la

configuration des lieux et des habitudes des secours. Les attentats suicides ont un objectif très différent. En premier lieu, comme le double attentat, ils visent à augmenter la peur, qui se traduit ici pour les forces de sécurité par une défiance permanente envers tout le monde et pour la population par un état de crainte ininterrompue. Rien n'est en effet plus effrayant que d'imaginer que chaque personne autour de soi peut porter une ceinture d'explosifs et l'actionner à tout moment. C'est un excellent moyen de perturber la vie sociale et de provoquer des excès de la part de policiers ou de soldats rendus nerveux. En second lieu, et cet effet est loin d'être négligeable, les attentats suicides inversent les repères en détruisant les moyens d'action traditionnels des forces légalistes : elles se trouvent totalement démunies pour dissuader quelqu'un qui est précisément prêt à se sacrifier pour commettre son attentat et à mourir pour sa cause. Le référentiel moral, l'arsenal juridico-policiier et les moyens de rétorsion sont sans effet. Outre l'effet immédiat de l'explosion, les kamikazes œuvrent ainsi foncièrement, en mourant, au développement chez l'ennemi d'un sentiment d'impuissance qui l'amènera à penser que sa victoire est impossible. En fonction de l'idéologie défendue et de son rapport à la mort, à la spiritualité et à la postérité, cette pratique sera plus ou moins difficile à mettre en œuvre, sans être cependant jamais impossible. Contrairement à une idée reçue, les attentats suicides ne sont pas l'apanage des mouvements religieux. Si le Hezbollah libanais, le Hamas palestinien ou encore les séparatistes musulmans de Tchétchénie emploient couramment ce procédé, le PKK² kurde et les Tigres tamouls, deux mouvements laïcs d'obédience marxiste-léniniste l'ont également pratiqué à grande échelle. Les motivations des kamikazes sont en effet plus politiques que religieuses : ils cherchent à profondément

déstabiliser leur ennemi, chez lui, en créant un effroi d'autant plus intense qu'il est porté par un acte en tous points extrême. La foi peut constituer un élément supplémentaire de leur détermination sans en être l'origine. Il est certain qu'il existera toujours des individus au fanatisme et à la dévotion à la cause illimités. Avec un peu de cynisme, il sera également possible d'en former, notamment chez les plus influençables, à l'aide d'une instruction idéologique adaptée. Dans ce vivier, la direction de l'insurrection pourra trouver, en fonction de ses besoins et du recours à ce procédé qu'elle compte faire, des volontaires qui deviendront des kamikazes. Les Tamouls avaient ainsi créé les « Tigres noirs », une brigade de volontaires destinés aux missions suicides, qui ont été directement responsables de la mort du Premier ministre indien Rajiv Gandhi en 1991 et du président sri-lankais Ranasinghe Premadasa en 1993. Pour un mouvement insurgé, cette pratique doit toutefois être amplement réfléchie, préparée et encadrée. Chaque membre étant important, il n'est pas question de sacrifier aussi rapidement un trop grand nombre d'insurgés, quel que soit le bénéfice opérationnel ou psychologique procuré. C'est une question de survie. Il ne faut malgré tout pas non plus y renoncer tant ce bénéfice est avéré. Si les volontaires manquent ou si les attentats suicides sont jugés inadaptés à la situation de l'insurrection, il est aussi possible d'avoir recours à un mode d'action dérivé mis en œuvre par l'IRA à partir de 1973 : la « *proxy bomb* ». En séquestrant des proches d'une personne directement liée au pouvoir britannique, l'idée est de l'obliger à poser une bombe au profit de l'IRA. Tandis que dans les années soixante-dix et quatre-vingts le temps était laissé à ces personnes de quitter le lieu de l'attentat, elles sont tuées par l'explosion de leur bombe à partir de 1990. Dans les années 2000, les FARC se sont approprié cette méthode d'attentats

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

veut, qui elle veut ! », développé à partir de 1961 par l'organisation armée secrète qui milite pour le maintien de l'Algérie française, illustre parfaitement quel peut être le leitmotiv principal d'une propagande de menaces. Sans s'intéresser à la réalité des difficultés que peut rencontrer une insurrection dans la préparation et la conduite de ses opérations, il s'agit de convaincre le public qu'il lui est très facile de frapper comme bon lui semble.

En parallèle, une autre forme de propagande développée est la « propagande de division ». Cette technique a déjà largement été évoquée : elle a vocation à accroître les dissensions tant au sein de la population que du parti au pouvoir afin de pouvoir exploiter ces divisions à son profit. En d'autres termes, diviser pour mieux régner. Dans la société, les leviers sur lesquels la propagande s'appuiera sont les tensions sociales (à l'instar de la lutte des classes), les différences ethniques ou religieuses (oppression par un étranger, citoyenneté de seconde zone, liberté de conscience restreinte, etc.) ou encore les restrictions politiques (État centralisateur et réducteur de liberté, etc.). En attisant le ressentiment contre le pouvoir et en fracturant la solidarité nationale qui est un facteur essentiel de sa résilience et de sa solidité, l'insurrection porte un coup non létal, mais très insidieux et destructeur sur le long terme, tout en s'assurant de nouveaux soutiens (d'ailleurs sans aucune obligation de se sentir lié après la conquête du pouvoir par une quelconque promesse – c'est une autre forme de propagande). Pour ébranler le régime, l'objectif de cette forme de propagande sera de faire croire à une infiltration et un noyautage des institutions et des sphères décisionnelles pour créer la suspicion, complexifier les procédures de conservation du secret, mobiliser des moyens pour lutter contre l'ingérence. Dans ce domaine, de petites causes peuvent créer de grands effets, et la médiatisation

d'éléments même faux peut avoir des conséquences considérables pour la confiance de l'ennemi. En septembre 1962, Pierre Sergent, responsable de l'OAS en métropole, déclara au journal suédois *Aftonbladet* que tout ce qui se disait en Conseil des ministres était rapporté à son organisation. Cette affirmation fut même suivie par la « fuite » orchestrée d'un courrier mettant directement en cause le ministre des Finances de l'époque, Valéry Giscard d'Estaing. Malgré des ficelles bien trop grosses pour être réellement crues, et même s'il ne limogea pas son ministre, Max Gallo, dans son ouvrage *De Gaulle*, prêté au chef de l'État après cet épisode la conviction que les milieux officiels et peut-être même la présidence de la République étaient infiltrés par l'OAS. Plus près de nous, un communiqué des talibans afghans du 20 mai 2012 relève de la même logique en félicitant le président français François Hollande pour le retrait anticipé des troupes combattantes françaises de leur pays, qui selon eux « reflète l'opinion de sa nation », et appelant « tous les autres pays membres de l'OTAN à éviter de travailler pour les intérêts politiques des responsables américains et à écouter les appels de leur peuple en retirant immédiatement toutes leurs troupes ».

La « propagande d'illusions » permet d'augmenter les effets obtenus par les deux premières variantes abordées. Sur le modèle de ce que nous avons déjà exposé au sujet du CNT libyen, ce procédé consiste à promouvoir ou à diffuser une idée, un programme ou un argument que l'on ne défend pas réellement en espérant vaincre avant que les cibles visées ne constatent le mensonge. Juste avant le déclenchement de l'opération Barbarossa visant à envahir l'Union soviétique en juin 1941, les Allemands développèrent le thème de la libération des populations slaves tenues sous le joug des Russes. Solidement étayée par l'anticommunisme de la doctrine nazie,

cette propagande eut des effets aujourd'hui connus pour être beaucoup plus importants que ce que le pouvoir soviétique voulut admettre. Le III^e Reich laissa même filtrer certaines émissions de radio américaines encourageant la création de gouvernements nationaux provisoires « libérés ». Des milliers de soldats soviétiques se rendirent et des partisans se soulevèrent pour intervenir aux côtés de la Wehrmacht. Or le régime ignora ces « bonnes volontés », déporta un certain nombre d'entre eux et fusilla le reste, plaçant dans le même temps les populations sous un autre joug, tout aussi sévère. Aussi longtemps que l'avancée allemande s'avérait rapide et la chute de Moscou inéluctable, ce décalage entre la propagande et la réalité ne fut pas préjudiciable. Mais lorsque les troupes allemandes furent stoppées et que le front se stabilisa, scellant définitivement tout espoir de destruction totale de l'Armée rouge, cette situation devint excessivement difficile. Des milliers de partisans se levèrent alors et s'engagèrent dans la lutte contre l'Allemagne. Leur influence fut ensuite capitale. L'effet d'un thème de propagande d'illusions peut se retourner contre son instigateur si l'expression de la réalité se produit avant que l'objectif ne soit atteint. Cette désinformation doit donc être maniée avec d'autant plus de précaution qu'une quatrième forme de propagande va s'attacher à montrer les contradictions de son ennemi : c'est la « propagande des évidences ».

Le principe de la « propagande des évidences » est simple : il faut reprendre à son compte la propagande ennemie pour pouvoir ensuite lui opposer l'évidence des faits. Ce faisant, c'est la bonne foi ennemie qui se trouve fortement ébranlée, ce qui va le priver de la confiance populaire. Dans les Balkans, pour limiter le soutien apporté aux partisans et pour s'assurer un maximum de soutiens, la Wehrmacht avait largement mis en

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

multiplicité des vecteurs sont énormes, il est en effet impossible de cacher un événement, que les réseaux sociaux ou la blogosphère s'empresseraient de médiatiser quoi qu'il arrive. Les médias professionnels d'information sont donc contraints de traiter les sujets malgré leur réticence potentielle sous peine d'être contournés ou ridiculisés. Sur le fond, c'est ensuite à l'insurrection de mener une propagande efficace afin d'offrir une interprétation alternative ou complémentaire dont l'objet sera de séduire et rallier le plus grand nombre possible de soutiens. Par ailleurs, comme la rébellion libyenne de 2010-2011 l'a montré, il est aujourd'hui impossible ou très illusoire d'établir un black-out complet sur les moyens de communication permettant de faire entendre une voix divergente par rapport aux grands médias étatiques ou proches du pouvoir. C'est donc bien dans le champ des idées, de leur diffusion et de leur explication que la lutte aura lieu.

Dans ce cadre, avoir une stratégie de communication sophistiquée et cohérente est une nécessité absolue. Ben-Laden considérait ce paramètre comme « un élément fondamental de la bataille » et écrivit plusieurs fois à ses lieutenants qu'il devait « aujourd'hui, occuper une place importante dans la lutte ». Une bonne stratégie de communication implique en premier lieu la définition d'objectifs clairs et précis. Deux sont tout aussi fondamentaux qu'évidents. Le premier est de motiver les populations pour qu'elles apportent leur soutien à l'insurrection, notamment en incitant de façon permanente les personnes qui ne se sont pas encore révoltées à se rebeller contre le pouvoir et ses lois. Le second est d'instruire les populations, principalement pour éveiller leur conscience politique ou religieuse et les écarter – de façon didactique – des solutions négociées ou consensuelles d'évolution politique et sociétale en expliquant pourquoi ces solutions ne sont pas souhaitables.

Pour le chef d'Al-Qaida, il était prioritaire « de mettre en garde les musulmans contre ceux qui pourraient les tenter d'accepter des demi-solutions », comme le fait de s'engager dans un processus politique par l'intermédiaire d'un parti. Les objectifs étant fixés, la stratégie peut ensuite être planifiée. Sur le plan technique, cette planification s'appuiera sur des procédés simples. Il faut d'une part désorganiser ou neutraliser la propagande ennemie, en faisant pour cela usage de la force. Il s'agit d'éliminer les agents, les moyens techniques et les relais de cette propagande. Les messages diffusés par l'insurrection trouveront un meilleur écho s'ils ne sont pas concurrencés ou débattus. D'autre part, les agitations doivent être synchronisées. Cela consiste à échelonner dans le temps des actions dont l'accroissement numérique (moyens de diffusion) et énergétique (accentuation de l'intensité des messages) permettront d'obtenir à un instant donné un effet analogue à celui que peut avoir une concentration de feu sur un point du terrain dans un combat classique. Ainsi la population peut-elle par exemple être préparée à une grève violente en amont de son déclenchement afin de limiter la réprobation de cette action et de susciter la sympathie. Pour cela, on aura recours à une campagne bien orchestrée sur plusieurs semaines, présentant les conditions difficiles des employés dans des usines dangereuses, attaquant les patrons incriminés pour les décrédibiliser (luxue ostentatoire, mépris des employés), exagérant les accidents survenus dans l'entreprise et bien d'autres choses encore. Ce type d'opération peut se décliner sur une infinité de thèmes en fonction des effets souhaités. Cette pratique permet de garantir une occupation permanente du champ médiatique et d'éviter un « silence » d'autant plus préjudiciable qu'il permet au pouvoir de déployer sa propre stratégie, tandis qu'en cas de présence continue, celui-ci doit d'avantage se concentrer sur la réaction à la stratégie

insurgée, ce qui limite sa liberté d'action. Enfin, les thèmes doivent être répétés à outrance ; c'est l'action qui répond le plus à la définition de la propagande telle que donnée par Adolf Hitler. Contrairement à une image fantasmée d'insurrection spontanée aux idéaux universels et absolus très répandue en Occident (image d'ailleurs issue de la propagande socialo-marxiste pilotée en partie par l'URSS dans la deuxième moitié du XX^e siècle afin de justifier les soulèvements marxistes qui ont constitué le modèle le plus courant d'insurrection à cette époque), les thèmes véhiculés par une insurrection ne sont généralement pas majoritairement partagés par la population au début de la lutte. Si tel était le cas, la propagande serait d'ailleurs inutile. Plus une société est prospère, plus ses membres sont conservateurs, y compris ceux qui se réclament du changement, qui dans leur logique n'est qu'une évolution de l'ordre établi. De nombreux opposants politiques aux différents autocrates arabes se sont ainsi laissé surprendre par l'explosion du Printemps arabe de 2010-2012. N'envisageant pas la contestation autrement que politique et médiatique, ils ont été débordés par l'activisme populaire dont les mouvements islamistes ont souvent été les premiers à reprendre le contrôle grâce à leur posture révolutionnaire. Pour toucher de façon efficace une opinion publique plutôt portée au conservatisme, le matraquage inlassable des messages est incontournable car il permet de les inscrire dans une logomachie quotidienne au point de leur faire prendre un caractère familier, voire évident.

L'établissement d'une stratégie de communication ne doit pas pour autant créer un cadre rigide dont il n'est pas question de sortir. Comme toute stratégie, quel que soit le domaine d'application, la capacité d'adaptation et l'exploitation des opportunités demeurent essentielles pour espérer vaincre. Les

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

1793 pour rassembler 300 000 hommes tirés au sort. Moins de la moitié des hommes sont regroupés ; les autres se soustraient à cette exigence. Face à son échec, Carnot ordonne en août une levée en masse. Tous les célibataires ou veufs sans enfants de 18 à 25 ans sont appelés. Cette mesure provoque le soulèvement des départements de l'Ouest et ne permet pas de combler les besoins militaires. La réaction populaire à une décision jugée inique échappe alors totalement au contrôle du pouvoir. Assumer sa désobéissance est tout aussi important car ce geste permet de médiatiser son combat, les raisons du refus d'obéir et les défauts des règlements rejetés. La tribune offerte par les poursuites ou la répression permet de faire savoir pourquoi l'on combat et de susciter des vocations. Des manifestations, des conférences de presse (celles des membres du Front de libération nationale corse, le FLNC, lisant encagoulés des communiqués, a marqué l'imaginaire français) ou des réunions publiques de propagande pourront aussi provoquer les mêmes effets répressifs (pour l'État) et mobilisateurs (pour la population).

La vitrine politique de l'insurrection joue un rôle majeur dans leur organisation et dans la coordination de toutes ces activités qui par son intermédiaire peuvent se faire en toute transparence (collecte de fond, appels à manifester, invitations aux journalistes, etc.). Dans les cas où des membres clandestins de l'insurrection, particulièrement des chefs, seraient concernés par une conférence de presse ou une réunion politique, cette information sera tenue secrète le plus longtemps possible, la sécurité sera renforcée en conséquence et les endroits choisis devront être pourvus de multiples accès pour permettre une éventuelle fuite (qui imposera une préparation adéquate). Autre outil d'action politique, la grève de la faim est un moyen d'autant plus médiatique d'attaquer le pouvoir qu'il est

dangereux et provoque généralement l'empathie de l'opinion publique. Le politologue Philippe Braud, enseignant-chercheur au Centre d'études politiques de Sciences-Po (CEVIPOF), le décrit comme un procédé qui

consiste à faire souffrir son corps en imputant cette violence au pouvoir d'en face [et à] retourner contre ce dernier ce qu'il a pratiqué ou est susceptible de pratiquer. Le corps devient un support du marquage politique pour des acteurs ayant un accès limité aux autres formes de protestation.

À soixante ans d'écart, deux républicains irlandais ont montré la force qu'une grève de la faim peut avoir pour une cause à laquelle ils se sont sacrifiés. Le 25 octobre 1920, après 74 jours sans s'alimenter, Terence MacSwiney, le lord-maire de Cork, meurt dans la prison de Brixton en Angleterre où il était incarcéré pour sédition. Sa mort provoquera une vague internationale de réprobation à l'encontre de l'attitude des Britanniques qui seront contraints de démarrer peu après des pourparlers de paix qui mèneront à la partition de l'Irlande et à l'indépendance de la majeure partie de l'île. À son sujet, Ho Chi Minh écrivit qu'« une nation qui possède de tels citoyens ne se rendra jamais ». Le 5 mai 1981, c'est au tour de Bobby Sands de mourir après 66 jours de grève de la faim alors qu'il est emprisonné à la prison de Maze en Irlande du Nord pour détention d'armes. L'intransigeance du gouvernement britannique a encore une fois choqué le monde entier, y compris dans les milieux unionistes pro-britanniques de la province d'Ulster. Dans les mois qui ont suivi la mort de Sands, les dons faits à l'IRA ont largement augmenté et de nombreux nouveaux membres se sont présentés. Dans un cas comme dans l'autre, la longueur et la dureté des grèves de la faim ont non seulement

ému l'opinion publique internationale, mais ont également clairement donné le mauvais rôle au gouvernement de Londres, assurant des milliers de nouveaux soutiens à la cause de l'IRA. La force de ce procédé, qui implique d'accepter sa propre mort sans compromission, est une arme puissante.

Enfin, la dénonciation de la justice légaliste est un dernier stratagème politique à utiliser. Chaque insurgé devra recevoir dans ce domaine une instruction de base afin de se comporter correctement s'il est appréhendé. Pour ceux-là, la priorité est de clamer haut et fort de manière ininterrompue qu'ils ne reconnaissent pas les tribunaux iniques et corrompus du pouvoir qui font appliquer des lois liberticides. Cette position doit être leur seul et unique leitmotiv et ils n'évoqueront pas les charges qui pèsent contre eux. Leurs avocats se chargeront de cela. Il leur faut asséner comme une évidence qu'ils sont des combattants de la liberté qu'un système totalitaire essaye de broyer et de faire taire. Assumer ses actes face à un tribunal ennemi n'adoucirait en rien leur peine et se repentir reviendrait à trahir son mouvement, donc à se condamner à mort (sauf si ce repentir est ordonné par la direction du mouvement pour des raisons politiques qu'il lui appartient de juger). Alors il faut condamner au nom de la liberté ceux qui condamnent au nom de l'ordre pour que cette idée – même si elle peut être totalement fallacieuse en fonction des circonstances – s'ancre progressivement dans les esprits.

Une autre possibilité d'action politique déstabilisante, et non la moindre, est la « grève générale révolutionnaire ». Cette grève est un grand mythe socialiste du tournant des XIX^e et XX^e siècles. Elle a pour objectif de permettre aux prolétaires de s'emparer des moyens de production et, la grève s'étendant de proche en proche, d'« aboutir à un grand cataclysme qui fait

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

exceptions près qui relèvent d'un choix du commandement, le risque de perdre des combattants pour acheter des produits qui ne sont pas aussi vitaux que les armes ou les médicaments ne sera jamais couru. Il est aussi des circonstances où la situation économique peut conduire à un manque de liquidité pendant certaines périodes plus difficiles que d'autres et à une impossibilité de payer cash une transaction. Dans un cas comme dans l'autre, il sera préférable de s'appropriier les objets convoités de nuit ou en l'absence de toute personne pouvant assister à la transaction. L'appropriation dont il est question n'ignore pas le droit imprescriptible des propriétaires à être dédommagés pour les biens saisis et utilisés. Simplement, l'insurrection utilisera alors comme moyen de paiement laissé à l'endroit où les objets ont été pris des reconnaissances de dette dont elle s'acquittera ultérieurement. Si ces « bons d'espérance », pour reprendre la terminologie castriste, sont honorés dès que l'insurrection le peut, alors leur crédibilité sera assurée et l'insurrection bénéficiera d'une monnaie qui lui est propre et qui lui évitera de se faire accuser de vol. En revanche, si le propriétaire des biens convoités est ouvertement connu pour ses positions légalistes, alors le dédommagement ne sera pas nécessaire puisque l'expropriation de son patrimoine relèvera de la prise de guerre. Ces expropriations permettront d'ailleurs d'honorer les dettes contractées lors d'appropriations. En tout état de cause, le terme de vol doit être banni du vocabulaire pour céder la place à ceux d'appropriation et d'expropriation qui recouvrent chacun une réalité différente qui devra être expliquée aux citoyens pour qu'ils puissent comprendre la démarche insurgée et reconnaître sa rectitude.

L'aspect comportemental est tout aussi important que le respect de la propriété. Il repose essentiellement sur une conduite éthique en concordance avec l'image que l'insurrection

veut renvoyer d'elle-même auprès des populations qu'elle sera appelée à administrer après sa victoire. Mao Tsé-toung s'enorgueillissait dans ce domaine de la mise en pratique au sein de la VIII^e armée de route, l'une de ses plus anciennes unités combattantes qui s'illustra notamment dans la guérilla contre le Kuomintang à partir de 1927, d'un code de conduite connu sous le nom de *Trois règles et huit remarques*. Adaptés à leur contexte politique et culturel ainsi qu'à leur époque, les principes qui y sont développés peuvent aujourd'hui sembler désuets et un peu mièvres. Ils n'en attirent pas moins l'attention sur quelques paramètres capitaux pour ne pas s'aliéner le soutien populaire. Les trois règles définissent d'un point de vue général les grandes lignes d'un comportement correct envers le peuple tandis que les huit remarques s'attachent de façon beaucoup plus opérationnelle à déterminer la conduite à tenir dans certains cas précis. Les trois règles sont : (1) il ne faut pas agir (envers la population) sans ordre ; (2) il ne faut pas voler le peuple ; (3) il ne faut pas être égoïste et injuste. Le vol dont il est question dans la deuxième règle doit ici, à la lumière de l'histoire chinoise, être entendu comme l'appropriation d'un bien sans contrepartie. Dès lors qu'une reconnaissance de dette est établie, quelle que soit l'échéance de recouvrement, ce n'est plus un vol, mais ce qu'il faut qualifier d'appropriation. Enfin, les huit remarques sont : (1) remettez la porte à sa place quand vous quittez une maison (en été, les portes étaient souvent enlevées de leurs emplacements pour servir de lits dans la maison) ; (2) roulez le matelas sur lequel vous avez dormi ; (3) soyez courtois et polis ; (4) soyez honnêtes dans vos transactions (*i.e.* respectez le prix usuel des objets) ; (5) rendez ce que vous avez emprunté ; (6) remplacez ce que vous avez cassé ; (7) ne vous baignez pas en présence de femmes (pour

respecter leur pudeur) ; (8) ne fouillez pas les personnes que vous avez arrêtées si vous n'êtes pas investis de cette autorité. Ce document chinois traduit à quel point le comportement des insurgés est capital pour leur succès tant il concourt à gagner des soutiens. Sa validité philosophique est universelle : il est impératif qu'une insurrection maintienne sa réputation le plus haut possible auprès des civils en respectant la dignité des personnes ainsi que les coutumes et la culture locales. Pour cela, elle ne devra pas faire preuve d'agressivité exagérée et devra toujours aborder amicalement les individus dont l'allégeance à l'ennemi n'est pas une certitude. Ceci ne l'exonère pas de prendre des mesures de sécurité et d'agir avec la vigilance qui s'impose en temps de guerre, mais lui évitera de froisser et donc d'éloigner d'elle des populations neutres en agissant comme si elles étaient ennemies. Bien entendu, face à un ennemi connu, ces principes n'ont pas cours et la fin doit alors justifier les moyens pour les détruire ou les neutraliser. Dans leurs opérations, sauf à avoir sciemment choisi de frapper des victimes civiles, les unités insurgées veilleront à limiter au maximum les dommages collatéraux, mort ou blessure de civils dont des enfants, et les destructions de leurs biens. Si l'insurrection capture des prisonniers parmi les forces de l'ordre, elle les traitera humainement après avoir éliminé les cadres afin d'y recruter de potentielles nouvelles recrues.

Une telle discipline intellectuelle est fondamentale. Elle n'est cependant pas innée et il serait illusoire de croire qu'en raison de ses idéaux ou de la noblesse de son combat, un mouvement insurgé est à l'abri des dérives et des exactions. Comme dans tout groupe humain armé et agissant en dehors du cadre de la loi, certains de ses membres commettront des erreurs et auront un comportement à même de porter atteinte à son image. Or cette image est un élément central dans la

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

déviantes seront proscrites car ils seront en contradiction avec les valeurs pour lesquelles l'insurrection se bat. Ils peuvent être liés à des contraintes religieuses (prohibition de l'alcool dans l'islam), à une vision politique (comportements petits-bourgeois anti-collectivistes pour les communistes) ou à un rejet des valeurs, de la culture ou des modes de vie de l'ennemi (attitude sociologiquement liée aux colonisateurs dans les pays en guerre de libération nationale). Les contrevenants s'exposeront alors à des représailles, certes graduées mais d'autant plus sévères que l'interdiction aura été largement diffusée ou que la personne incriminée sera récidiviste. L'image est bien connue des Algériens au nez ou aux lèvres tranchés par le FLN parce qu'ils fumaient des cigarettes ou s'adonnaient à des jeux d'argent alors que cela leur était interdit. Enfin un dernier type de limites est lié à la délinquance. Nous venons d'en parler : une insurrection, pour différentes raisons, cherchera à faire régner l'ordre et à traquer la délinquance, y compris par la menace. Ses motivations peuvent être crapuleuses pour ne pas avoir de concurrence dans son financement clandestin, ou vertueuses pour des questions de réputation. L'exécution en août 1994 à Dublin par l'IRA provisoire de Martin Cahill, voleur et escroc de haut vol qui refusait de collaborer avec elle, s'inscrit dans cette logique. Plus communément, tous les délits de droit commun étaient depuis longtemps interdits par l'IRA qui menaçait puis sanctionnait leurs auteurs si ceux-ci poursuivaient dans cette voie. À tout point de vue elle était gagnante : monopole de la criminalité pour remplir ses caisses, œuvre sociale au profit des habitants de Belfast, « protection » des adolescents en les détournant de la délinquance. Dans ce domaine comme dans les autres, une rétorsion graduelle devra être instaurée pour obtenir des résultats satisfaisants. Quelles que soient les limites choisies, elles doivent être connues des populations afin de ne pas frapper

des personnes non informées, ce qui enlèverait tout son sens et tout son caractère décourageant à la sanction. Toute une part des actions de propagande sera pour cela consacrée d'une part à expliquer ce qui est interdit et quelles sont les peines encourues et d'autre part à expliquer pourquoi certains ont été frappés. Les choses doivent être clairement dites pour être comprises ; ce point est crucial pour limiter les effets des accusations simplistes de barbarie que le pouvoir ne manquera pas de porter. La population doit également être assurée que si elle se conforme aux prescriptions, elle ne court aucun risque.

Fortes de ces règles et face à des individus avertis des conséquences de leurs comportements, les unités insurgées s'attaqueront aux relais identifiés du pouvoir, supposés hostiles et pouvant avoir une influence sur leur communauté (élus, chefs de faction, petits fonctionnaires ou autres) et imposeront leur ordre. Sous la contrainte, elles pourront obliger lorsqu'elles en ont besoin certains individus ou groupes d'individus indécis à effectuer quelques missions simples pour elles : abriter et nourrir des insurgés, transporter des colis ou des messages, surveiller des lieux ou des personnes, recruter d'autres auxiliaires. Le témoignage d'un ancien fellaga cité par le colonel Roger Trinquier dans *La guerre moderne* montre l'efficacité de cette démarche :

j'étais un bon ouvrier et je gagnais honnêtement ma vie. Un jour j'ai été accosté par un individu qui a exigé que je verse une certaine somme d'argent au FLN. J'ai d'abord refusé, mais j'ai été sérieusement battu par trois hommes qui l'accompagnaient ; j'ai donc payé. Le mois suivant la même somme m'a été demandée ; je l'ai payée sans discussion. Quelque temps après, je suis devenu moi-même un collecteur de fonds. J'ai reçu une liste de gens qui devaient

payer et une petite équipe armée pour me protéger pendant la collecte. Ensuite, comme je suis bien portant et sportif, on m'a demandé d'entrer dans l'organisation armée, l'ALN, l'armée de libération nationale. J'ai voulu refuser, mais des menaces précises m'ont obligé d'accepter. J'étais désormais perdu, puisque pour être admis à l'ALN, il fallait d'abord faire ses preuves, c'est-à-dire accomplir un attentat en ville. Les conditions dans lesquelles il devait s'effectuer me furent expliquées. Un soir à une heure fixée, à un endroit prévu, un individu inconnu me remettrait une arme chargée avec mission d'abattre rapidement la première personne que je rencontrais. Ensuite je devais m'enfuir et déposer mon arme dans une poubelle que l'inconnu m'avait montrée. J'ai fait ce qui m'avait été prescrit, et trois jours après, j'entrais comme membre d'une cellule d'un groupe armé de l'ALN.

Tout refus de coopérer entraînerait la mort. Là encore le FLN employait à merveille cette technique pour s'assurer le concours de civils ne s'étant jusque-là pas engagés. Lorsque des leaders régionaux ou nationaux du FLN voulaient stationner à Alger, ils choisissaient une maison dans le quartier de la Casbah et envoyaient des agents du mouvement pour y construire une cache. Ce faisant, les envoyés regroupaient les habitants habituels de la maison et leur indiquaient qu'ils allaient abriter des personnalités importantes dont ils répondraient sur leur vie du bien-être et de la sécurité. Souvent, il leur arrivait même d'abattre d'un coup de pistolet une personne de la maison pour montrer leur détermination et la réalité de leurs menaces. Les personnes concernées, qui se trouvent alors compromises, n'avaient plus d'autre alternative que d'épouser la cause insurgée. C'est un choix logique et relativement simple pour

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

des pays neutres pour compenser l'existence d'alliés objectifs. La Suisse est un bon exemple : Lénine ne s'y est-il pas réfugié quand il était recherché en Russie sans que la Confédération ne puisse être soupçonnée de sympathie pour les bolcheviques ? Plus tard, c'est aussi dans ce pays que le FLN fera imprimer son organe officiel, *El Moudjahid*, et installera en toute quiétude des représentations officielles connues de tous. Dans tous les cas de figure, une insurrection devra de toute façon développer ses propres moyens logistiques, que ce soit pour compenser l'absence d'appuis extérieurs ou pour s'affranchir au maximum de ceux-ci, car il est hors de question de devenir totalement dépendant d'eux. Cette raison suffit à justifier de ne pas tenir compte de ce critère pour décider de déclencher le combat. En revanche, une insurrection devra veiller à créer, accroître et renforcer quatre aspects fondamentaux de la logistique qui sont vitaux pour elle : le financement, l'armement et les équipements de combat, les moyens sanitaires et les sanctuaires et autres refuges.

Le financement

C'est une évidence de dire que l'argent est le nerf de la guerre, et la guerre insurrectionnelle n'échappe pas à cette maxime. L'absence de ressources financières signifie la plupart du temps l'incapacité à agir, l'incapacité à mobiliser et l'incapacité à durer. Donc la défaite. En matière budgétaire, une insurrection a trois grands postes de dépenses : le matériel, les opérations et le personnel. Cette nomenclature ne signifie pas bien entendu qu'il faille établir une comptabilité analytique et affecter des sommes déterminées à chaque poste. Ce serait absurde. Le trésorier aura toute latitude de financer ce qui peut

l'être en fonction des priorités du moment. Le matériel comprend tout ce qui va servir à combattre comme l'armement, les munitions, les produits chimiques servant à la fabrication d'explosifs, les outils tactiques (jumelles, GPS...), les effets de protection (casques, gilets pare-balles...). Il comprend aussi tout ce qui va servir à communiquer, à coordonner ou à commander, à savoir les transmissions (émetteurs récepteurs, téléphones mobiles...) et l'informatique, ainsi que les véhicules nécessaires à la vie du mouvement, même si dans ce cas précis le recours aux expropriations sera plutôt la norme. Dans cette catégorie de dépenses se trouve aussi tout l'outillage nécessaire à de la fabrication sommaire, à des modifications ou à la maintenance des équipements. Les dépenses relatives aux opérations comprennent toutes les dépenses de propagande et de corruption qui ont été détaillées précédemment. S'y trouve aussi tout ce qui va servir à louer des locaux pour se cacher, observer des objectifs potentiels, entreposer du matériel ou abriter des installations (presse clandestine par exemple), à financer les œuvres sociales, à acheter des informations et à organiser les mouvements logistiques. Enfin, les dépenses liées au personnel sont les plus importantes. Hormis pour le noyau dur de dirigeants et quelques fidèles que l'idéal poussera à combattre quelles que soient les conditions matérielles, si les éventuels futurs insurgés ne sont pas rétribués et ne possèdent pas quelques garanties quant au soutien de l'organisation, il est fort probable que les volontaires ne se bousculeront pas pour la rejoindre et qu'il faudra alors faire appel à de la mobilisation forcée, qui n'est pas souhaitable si elle est le principal (voire le seul) mode de recrutement. Un salaire doit donc être versé à chaque combattant. Il n'est pas nécessaire d'introduire une grande différence en fonction du niveau hiérarchique, mais elle doit exister pour motiver chaque personne à s'impliquer pour

progresser en grade. En cas de passage dans la clandestinité, l'insurrection prendra à sa charge le logement et la nourriture des individus concernés. Enfin, les familles des défunts seront soutenues dans tout ce qui concerne la vie courante afin d'empêcher toute chute dans une précarité qui ferait une bien mauvaise publicité au mouvement. Ce soutien sera fonction de la place du héros qui sera tombé. Il sera différent s'il était père ou mère de famille nombreuse ou s'il était célibataire et sans descendance. D'un pécule versé aux parents pour la mort d'un enfant, il pourra couvrir le loyer, la subsistance quotidienne et la prise en charge scolaire des enfants pour un père de famille laissant une veuve sans emploi avec des enfants qui ne sont pas en âge de travailler. Via sa « Fondation du martyr » (*Mouassassat al-Chahid*), le Hezbollah libanais versait ainsi au début des années 2000 aux veuves de ses combattants un salaire mensuel de 500 dollars alors que le salaire mensuel moyen libanais était à cette époque de 300 dollars. Le tout est de montrer que la solidarité n'est pas un vain mot et que les morts ne sont pas oubliés. Au final, les besoins financiers sont gigantesques et certaines priorités doivent être fixées par rapport à la situation et à l'effort du moment. L'armement restera généralement préservé mais des choix pourront être faits entre différentes dépenses comme par exemple la corruption et les œuvres sociales. L'idéal consiste cependant à éviter un tel dilemme qui n'a que des désavantages stratégiques. Pour cela, l'insurrection doit organiser son financement en ayant recours à différentes méthodes suffisamment variées pour assurer un afflux permanent de liquidités. Le tarissement d'une source de revenus ne mettra ainsi pas en danger le financement global du mouvement. Ces sources sont heureusement nombreuses. Leur exploitation n'est qu'une question de volonté et d'organisation.

Une méthode pour lever des fonds est le commerce autour du

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

trahison pour des raisons crapuleuses. Dès leur recrutement, les combattants insurgés seront informés sur ces risques et sur l'interdiction en vigueur mais surtout sur les peines encourues en cas d'infraction à cette règle. Là-dessus, la plus grande fermeté est de rigueur : menaces la première fois et exécution en cas de récidive. La crainte de la sanction doit dominer tout autre sentiment dans la mesure où le temps consacré à la prévention ne peut pas être énorme. Quelle que soit la vision personnelle des dirigeants, plutôt libertaires ou plutôt stricts, la question n'est pas morale. Il est simplement question d'efficacité au combat, où la sanction n'est pas philosophique, mais immédiate. Nous avons déjà parlé de la rigueur de la discipline dans les rangs castristes. Plus que jamais elle se justifie et s'impose de façon tout aussi sévère envers la consommation de drogue, comme c'est le cas dans les rangs des FARC ou du Sentier lumineux péruvien où elle est punie de mort.

L'armement et les moyens de communication

S'il faut de l'argent pour structurer et conduire une insurrection, il faut des armes pour combattre et des moyens de communication pour s'organiser. Ces équipements sont fondamentaux et doivent être l'objet de toutes les attentions en matière de logistique. Sans eux, pas d'insurrection. Pierre Desproges disait que « sans ennemi, la guerre est ridicule ». Il en est de même sans armes.

Si l'armement léger basique est relativement facile à trouver (les pistolets et fusils automatiques les plus courants sont disponibles à moins de 50 dollars dans toutes les zones de guerre du monde), l'armement plus spécifique (lance-roquettes antichars, mortiers, grenades, mines) ou plus lourd

(mitrailleuses, fusils snipers longue distance) ne l'est pas autant. C'est donc une denrée relativement précieuse qu'il ne faut pas gâcher. Comme cela a déjà été dit plus tôt, une grande partie de la formation sera consacrée pour ces raisons à l'entretien et l'utilisation de toutes les armes. Seules une bonne maîtrise de son arme, de son fonctionnement et une bonne discipline de feu permettent d'éviter un gaspillage de munitions inutile et coûteux. Sans l'appui d'une puissance étrangère bienveillante, le recours aux marchands d'armes illégaux est incontournable pour s'en procurer. C'est cependant un procédé très onéreux et il sera préférable de le réserver à l'achat des matériels spécifiques qui viennent d'être énumérés. Pour l'armement léger, les réquisitions auprès de la population, les coups de main contre les dépôts de l'armée et de la police et les prises de guerre sur les unités ennemies détruites formeront l'essentiel de la ressource et combleront beaucoup de besoins. La majorité des opérations de combat montées contre les forces légalistes n'auront d'ailleurs pas d'autre but que de s'emparer d'armement, au moins dans les premiers temps du conflit. La récupération après un combat victorieux peut aussi permettre de récupérer des blindés ou des canons. Cette possibilité doit être envisagée en amont et la conduite à tenir doit être connue de l'élément qui participe à l'opération. Leur dissimulation n'étant pas chose aisée et leur déplacement n'étant absolument pas discret, la capture de tels matériels peut poser des questions de sécurité. Sauf à avoir prévu leur accueil ou à leur destiner un emploi précis et ponctuel – donc à vouloir spécifiquement s'en emparer –, il vaut mieux éviter une capture d'opportunité qui créerait plus de soucis qu'elle ne procurerait d'avantages.

Par ailleurs, savoir (et réussir) à se procurer des armes n'exempte pas de s'imposer quelques principes quant à leur emploi et ni de s'organiser pour assurer un soutien efficace dans

ce domaine. Toute dépense qui peut être évitée parce que les armes et les munitions sont correctement employées, réparées ou fabriquées par l'insurrection, doit l'être. Le gaspillage est un ennemi dont l'insurrection doit se passer. Dans cette optique, disposer de compétences propres en matière d'armement est une obligation. À la fin des années trente, la Haganah bénéficiait d'une industrie clandestine lui fournissant des armes individuelles et des grenades façonnées et assemblées dans les sous-sols de l'usine Blum de Tel-Aviv, ainsi que des mortiers fabriqués séparément dans les caves de la maroquinerie Levkowitz. En complément, le Hemed, branche scientifique de la Haganah, produisait des bombes incendiaires et fumigènes, des explosifs, des lance-flammes et des mines. Malgré un secteur industriel peu développé dans leur pays, les Mau-Mau du Kenya possédaient une production artisanale qui leur permit de disposer de 5 000 fusils de fortune. Cette capacité est très importante. Il faut pouvoir réparer les armes défectueuses ou endommagées ; il faut savoir confectionner des pièces de rechange, des mécanismes déclencheurs et assembler des armes de circonstance (surtout des mines). Il faut aussi pouvoir fabriquer ses propres munitions et ses propres explosifs. Le recrutement de spécialistes capables d'organiser et de conduire toutes ces opérations est en cela crucial. Sans chimistes, des professeurs de sciences-physiques par exemple, ou sans chaudronniers et sans électroniciens, corps de métier que l'on retrouve beaucoup dans l'industrie des transports et dans tous les métiers de mécanique, ces aptitudes seront très difficiles à acquérir. Justement parce qu'elles sont précieuses, les compétences de fabrication d'explosif et d'assemblage de bombes artisanales pourront être mutualisées entre l'appareil militaire du mouvement et sa branche terroriste. C'est un cas unique qui doit rester exceptionnel pour des raisons de sécurité.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

besoin vital de soins, s'ils n'ont pas été traités, seront abandonnés sur place. Ils devront alors être immédiatement pris en charge par des représentants des associations légales ou de la vitrine politique légale de l'insurrection afin d'éviter la torture et de recevoir un traitement approprié. Dans le cas contraire, ce sont ces organismes qui dénonceront auprès des médias les maltraitances dont les blessés auront fait l'objet.

En situation de précarité extrême, dont une insurrection n'est jamais à l'abri, lorsqu'aucun soin ne peut être administré et que les forces insurgées ne permettent ni d'occuper un hôpital ni d'enlever un chirurgien, les blessés devront être déposés en priorité auprès des organisations non gouvernementales, puis dans des hôpitaux étrangers s'il en existe puis en dernier ressort dans les hôpitaux du régime. Il n'est alors plus question que de tenter de sauver les blessés, même s'ils doivent être incarcérés à l'issue ou courir le risque d'être exécutés sommairement après torture.

Les sanctuaires

L'existence de sanctuaires en territoire étranger est une chance indéniable. Ils offrent une quiétude dont une insurrection peut profiter pour se reposer, se soigner, se reconstituer et s'instruire. La sécurité parfaite n'existe toutefois pas et il ne faut pas oublier que les Américains n'hésitent pas à attaquer les refuges talibans au Pakistan comme les forces rhodésiennes attaquaient ceux des rebelles zimbabwéens au Mozambique ou en Zambie. En l'absence de possibilités de repli à l'étranger, ces refuges devront être installés sur le territoire national où se mène la lutte. Leur existence est en effet fondamentale : aucune troupe au monde ne peut se passer de période de repos et d'instruction.

Cette solution n'est pas nécessairement catastrophique ou suicidaire et il est important de ne pas céder à la paranoïa sur ce point précis : aucun État, même le plus puissant et le mieux équipé, ne peut contrôler l'intégralité de son territoire, et il existera toujours des zones propices à la clandestinité qui demeureront relativement sécurisées. Sauf à posséder des renseignements précis, des forces de sécurité peuvent ne jamais trouver un sanctuaire bien établi.

Les districts tribaux de Kurram et Khyber au Pakistan, qui servent de sanctuaire aux talibans, les confins de la jungle amazonienne proches de la frontière équatorienne que les FARC contrôlent ou encore l'Adrar des Ifoghas au Mali où différentes factions islamistes (Ansar Dine, AQMI, MUJAO...) avaient établi leurs bases arrière jusqu'à l'offensive franco-tchadienne de février 2013 constituent des cas d'école. Le massif des Ifoghas, enchainement de reliefs situés entre 700 et 900 mètres d'altitude, couvre une superficie de 250 000 km² (soit un tiers de la superficie française). Il recèle de milliers de grottes dont l'accès est extrêmement délicat et qui possèdent souvent des points d'eau, ce qui le rend particulièrement propice à la dissimulation et difficile à maîtriser. Les zones de ce type ne sont toutefois pas les seules à pouvoir offrir une relative protection, et c'est dans le dédale obscur des égouts de Varsovie que certains insurgés du ghetto de la ville trouvaient en 1943 un peu de quiétude entre deux combats. Les possibilités sont diverses, d'autant que chaque pays recèle des zones difficiles d'accès (jungle, montagnes) ou d'immenses zones urbaines anonymisantes (avec des bidonvilles ou non). Il suffit de constater l'impuissance des forces de l'ordre à faire cesser les trafics ou à faire régner l'ordre dans les banlieues des grandes villes occidentales (quand elles peuvent encore y rentrer) pour

comprendre. Si le refuge est installé dans la nature, il faudra le protéger contre toute observation aérienne, soit en l'établissant sous des couverts, soit en tendant des filets de camouflage audessus des installations. Sinon, la façon dont ces camps sont établis et régis est identique où qu'ils soient installés. Leur sécurité est amplement conditionnée par ces paramètres. Les emplacements de stationnement et de repos seront donc choisis soit dans des endroits peu peuplés et de nature inhospitalière, soit dans des villes où la concentration de population est la plus forte. Disparaître est possible dans les deux cas. La sympathie des habitants de la zone choisie est la condition impérative du choix de l'implantation. Certains refuges situés à proximité de concentration de forces ennemies offriront plus de sécurité en raison de la complicité active de la population que d'autres en apparence mieux situés parce que plus isolés et plus éloignés mais entourés d'habitants neutres ou inamicaux.

Les genres d'installations pouvant accueillir un sanctuaire sont très variés : maisons, entrepôts, caves, abris naturels (grottes), cabanes, etc. Ils doivent permettre une vie en autarcie assez prolongée dans un confort relatif. Ils doivent avoir l'eau courante ou bénéficier d'un point d'eau à proximité dont l'usage peut être régulier sans attirer l'attention. S'il n'y a pas d'eau à proximité, et qu'une installation de récupération des eaux de pluie ne peut pas être installée (par discrétion par exemple), alors l'endroit visé doit être rayé de la liste des refuges potentiels. Les mouvements doivent pouvoir passer inaperçus, soit par isolement total, soit par profusion de vie autour du lieu choisi. Sur place, le refuge servira au stockage de vivres, d'armement, de matériels divers (camping, électronique, générateurs...) et de carburant. En fonction des configurations, certains accueilleront les infirmeries, les ateliers de confection d'armes et de munitions ou encore les serveurs informatiques.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Soul on Ice, Eldridge Cleaver, Delta, 1999.

SDS (Students for a Democratic Society), Kirkpatrick Sale, Vintage Books, 1974.

Brigades rouges : l'Histoire secrète des BR racontée par leur fondateur, Alberto Franceschini, Éditions du Panama, 2005.

De l'emploi des forces armées au XXI^e siècle, colonel Michel Goya, Economica, 2010.

Secrets d'ETA, Jean Chalvidant, Jean Picollec Éditeur, 2012.

ETA : Histoire secrète d'une guerre de cent ans, Jacques Massey, Flammarion, 2010.

Les neuf vies d'Al-Qaida, Jean-Pierre Filiu, Fayard, 2009.

Understanding Al Qaeda : The Transformation of War, Mohammad-Mahmoud Mohamedou, Pluto Press, 2006.

Œuvres littéraires

Les démons, Fédor Dostoïevski, Gallimard, 1997.

L'homme révolté, Albert Camus, Gallimard, 1951.

Sur le terrorisme

Terrorists or Freedom Fighters ?, Steven Best, Lantern Books, 2004.

My Life is a Weapon : a Modern History of Suicide Bombing, Christoph Reuter, Princeton University Press, 2006.

The Canons of Jihad, Terrorists' Strategy for Defeating America, sous la direction de Jim Lacey, Naval Institute Press, 2008.

A Terrorist's Call to Global Jihad, sous la direction de Jim Lacey, Naval Institute Press, 2008.

Petite histoire de la voiture piégée, Mike Davis, Editions La Découverte, 2012.

Sur la violence politique

La violence politique dans les démocraties européennes occidentales, sous

la direction de Philippe Braud, L'harmattan, 1993.

Political Violence : Belief, Behavior and Legitimation, Paul Hollander, Palgrave Macmillan, 2008.

Sur la propagande et la manipulation des foules

The True Believer : Thoughts On The Nature Of Mass Movements, Eric Hoffer, Harper Perennial, 1966.

Le viol des foules par la propagande politique, Serge Tchakhotine, Gallimard, 1992.

Propagande, médias et démocratie, Noam Chomsky, Écosociété, 2005.

La fabrication du consentement : de la propagande médiatique en démocratie, Noam Chomsky, Agone, 2008.

Sur la grève révolutionnaire

Déposséder les possédants : la grève générale aux « temps héroïques », Miguel Chueca, Agone, 2008.

Monographies

La guerre psychologique, M. Joba, École supérieure de guerre, année 1949-1950.

Mini manuel de guérilla urbaine, Carlos Marighella, François Maspero, 1970.

Field Manual FM 3-24 : Tactics in Counterinsurgency, US Army Training and Doctrine Center, 2008.

L'axe du moindre mal : le plan Obama-Mc Chrystal pour l'Afghanistan, Camille Sicourmat, Benoist Bihan et Michel Goya, Cahier de l'Institut de recherches stratégiques de l'école militaire n° 2, 2010.

Letters from Abbottabad : Bin Ladin Sidelined ?, Combating Terrorism Center, US Military Academy, 2012.

Catégories de la politique militaire révolutionnaire, T. Derbent, 2006.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE

LA STRATÉGIE

QUE RETENIR DES TROIS PHASES DE LA STRATÉGIE
INSURRECTIONNELLE ?

À QUEL MOMENT S'INSURGER ?

SUR QUEL TERRAIN S'INSURGER ?

L'ORGANISATION

QUATRE PILIERS AUTONOMES

UNITÉ ET SECRET

AUTONOMIE ET INITIATIVE

ORGANISATION ZONALE ET ORGANISATION FONCTIONNELLE

L'INSURGÉ

LA SÉLECTION DES INSURGÉS

L'INTÉRÊT DE LA FORMATION

LE CAS DES CHEFS

LE RECOURS À LA VIOLENCE

LA GUÉRILLA

LE TERRORISME

L'ACTION PSYCHOLOGIQUE

LA PROPAGANDE

LE RENSEIGNEMENT

L'ACTION POLITIQUE

LA POPULATION

CONVAINCRE

INTIMIDER

LA LOGISTIQUE

LE FINANCEMENT

L'ARMEMENT ET LES MOYENS DE COMMUNICATION

LE SOUTIEN SANITAIRE

LES SANCTUAIRES

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE